

ACCIDENTS DE LA ROUTE
9 morts et 237 blessés
en 24 heures

P 16

POUVOIR D'ACHAT, DIVERSIFICATION
 ÉCONOMIQUE ET SOUVERAINETÉ NATIONALE

Les priorités du Président Tebboune

Lors de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, diffusée samedi 3 octobre 2026, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a abordé plusieurs dossiers économiques, sociaux, énergétiques et diplomatiques. Cette rencontre a été marquée par la réaffirmation des grandes orientations de l'État, notamment la préservation du pouvoir d'achat, la consolidation des revenus hors hydrocarbures, la souveraineté économique et la stabilité régionale. P 3



OUVERTURE DU NAPEC 2026
AUJOURD'HUI À ORAN
La diversification du
mix énergétique et
décarbonation en débat

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, présidera ce lundi à Oran, l'ouverture de la 14e édition du Salon et de la Conférence sur l'énergie et l'hydrogène pour l'Afrique et le bassin méditerranéen « NAPEC 2026 », a indiqué hier un communiqué du ministère.

P 16

ÉNERGIES RENOUVELABLES,
CYBERSÉCURITÉ ET
AUTOMOBILE
La formation
professionnelle s'aligne
sur les besoins du marché

La rentrée de la formation et de l'enseignement professionnels, ce dimanche, marque un renforcement de l'adaptation de l'offre de formation aux évolutions du marché du travail. Plus de 400 000 stagiaires et apprentis rejoignent ainsi les établissements de formation professionnelle à travers le pays. Ils bénéficient d'une offre enrichie de 23 nouvelles spécialités dans des secteurs considérés comme porteurs, notamment les énergies renouvelables, la cybersécurité, l'automobile et les télécommunications.

P 3

FINANCEMENT DES
INFRASTRUCTURES ET
INTÉGRATION RÉGIONALE
Les priorités de l'axe
Alger-APPO

Le financement des infrastructures énergétiques et le renforcement de l'intégration régionale s'imposent comme des priorités dans la coopération entre l'Algérie et l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO). Ces enjeux ont été au centre des discussions, dimanche à Alger, entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le secrétaire général de l'APPO, Farid Ghezali, en présence du PDG de Sonatrach, Nourredine Daoudi.

P 5

BOUMERDÈS
Une session
de formation au profit
de stagiaires nigériens P 4

FORMATION PROFESSIONNELLE
Plus de 400.000 stagiaires
à la rentrée d'octobre 2026 P 5

IN-SALAH
Conventions de partenariat entre
la formation professionnelle et les
secteurs de l'hydraulique et de
l'emploi P 3

EN VISITE D'INFORMATION
À GUELMA

Une délégation
parlementaire du
Conseil de la Nation

Une délégation parlementaire constituée de membres de la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale du Conseil de la Nation a entamé, samedi, une visite d'information dans la wilaya de Guelma. Le président de la cette commission et chef de la délégation, le Pr Habib Douaki, a déclaré à l'APS, en marge d'une réunion de travail avec les responsables des secteurs concernés par la visite, que cette mission vise à "évaluer sur le terrain la réalité des organismes et structures des secteurs de la santé, du travail, de la sécurité sociale et de la solidarité nationale, leurs conditions de travail, le niveau des services fournis aux citoyens et la disponibilité des ressources humaines et des moyens matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions dans les meilleures conditions". Il a ajouté que différentes structures de santé seront visitées, ponctuées par des rencontres avec les personnels médical, paramédical pour examiner leur situation en matière d'équipement, de gestion et de numérisation, tout au long de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre de l'exercice des missions de contrôle et d'information du Conseil de la Nation. M. Douaki a également indiqué que des agences des caisses de sécurité sociale, des centres spécialisés et des établissements accueillant des personnes à besoin besoins spécifiques seront également au programme de la visite de la délégation parlementaire. Les membres du Conseil de la Nation avaient tenu, à l'entame de cette visite à Guelma qui se poursuivra jusqu'au 7 octobre, une séance de travail, au siège de la wilaya où ils ont écouté, en présence du wali, Samir Chibani. des exposés détaillés sur les secteurs relevant de la commission.

R.N

BOUMERDÈS

Une session de formation au profit
de stagiaires nigériens

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a donné, ce dimanche à Tipasa, le coup d'envoi officiel de la nouvelle rentrée de la formation professionnelle, session d'octobre 2026, marquée par l'arrivée de plus de 400 000 stagiaires et apprentis dans les établissements de formation à travers le pays.

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, a supervisé samedi à Boumerdès le lancement d'une session de formation au profit de 88 stagiaires nigériens dans le cadre d'un programme visant à former 500 stagiaires issus du Niger, pays frère, à travers 10 wilayas. Accompagnée du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed Hattab, ainsi que de la ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi de la République du Niger, Mme Aissatou Abdoulaye Tondi, Mme Arhab a expliqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, et de la concrétisation de la conviction de l'Algérie selon laquelle l'Afrique est forte de ses enfants et que le sort de ses peuples est uni. Mme Arhab a ajouté en outre que cette opération, qui, a-t-elle dit, est censée ouvrir une nouvelle page de fraternité entre l'Algérie et le Niger, "témoigne de l'importance qu'accorde l'Algérie à la ressource humaine en tant que richesse la plus précieuse et comme meilleur pont de coopération entre les deux pays". La ministre a précisé que cette opération, menée en coordination avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, visait à former 500 personnes dans 19 spécialités réparties dans 10 wilayas du pays, ces spécialités ayant été soigneusement sélectionnées. Il s'agit de l'agriculture, l'aquaculture, la plomberie, le chauffage, la maintenance informatique, le tourisme, la climatisation, l'électri-

cité, l'installation de systèmes solaires, la réparation automobile, le forage, l'exploitation minière, la restauration et l'hôtellerie, a détaillé la ministre. Elle a également souligné l'importance et les avantages de cette formation, qui permettra aux stagiaires nigériens concernés d'acquérir des compétences et une expérience qu'ils mettront ensuite au service de leur société et de l'économie de leur pays. "C'est là l'esprit que nous souhaitons insuffler à notre coopération africaine, un esprit fondé sur le partage d'expérience, le transfert de savoirs et le renforcement des capacités. Il s'agit de donner aux jeunes de véritables outils leur permettant de se frayer un chemin vers le monde du travail et de contribuer ainsi à l'essor de notre continent", a-t-elle déclaré, en outre. Mme.Arhab a souligné que l'Algérie avait fait de la formation et de l'enseignement professionnels "un pilier fondamental de la coopération Sud-Sud, car elle est convaincue que l'Afrique ne pourra se relever que grâce à sa jeunesse, à ses compétences et à sa capacité de production et d'innovation, afin de bâtir ensemble un partenariat durable et sincère en matière de développement des compétences". De son côté, la ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi de la République du Niger, Mme Aissatou Abdoulaye Tondi, a saisi cette occasion pour exprimer sa profonde gratitude aux autorités algériennes, en particulier au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'au peuple algérien, pour l'accueil chaleureux et l'atten-

tion dont a bénéficié la délégation de son pays dans le cadre de cette session de formation. Elle a également transmis les salutations fraternelles du peuple et du gouvernement du Niger au peuple et au gouvernement algériens. Mme. Aissatou Abdoulaye Tondi, a salué la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "fondée sur le renforcement des relations entre les deux pays et sur l'engagement du gouvernement algérien à accompagner le Niger dans le développement des compétences et des cadres dans diverses spécialités, à travers plusieurs accords". Elle a également salué les relations algéro-nigériennes, qu'elle a qualifiées d'"historiques, fondées sur des bases solides, reposant sur la confiance mutuelle, l'échange d'expériences, la solidarité dans divers domaines et le respect réciproque, dépassant ainsi le simple cadre du partenariat". La ministre nigérienne a estimé que la cérémonie officielle de lancement de cette session de formation "revêt une signification particulière et forte, reflétant la volonté ferme des Présidents algérien et nigérien de renforcer les liens de fraternité et de consolider les relations de coopération et de solidarité". Elle a souligné que cette initiative de formation vise à répondre aux besoins et aux exigences du marché du travail nigérien en matière de compétences, précisant que cette formation constitue un "investissement dans la jeunesse nigérienne et permet de valoriser ses compétences".

APS

ALGÉRIE-SÉNÉGAL

Signature d'un mémorandum d'entente entre Sonelgaz et Senelec

Un mémorandum d'entente a été signé, samedi à Alger, entre le groupe public Sonelgaz et la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), pour encadrer la coopération entre les deux entreprises. Le mémorandum d'entente a été signé par le directeur général par intérim de Sonelgaz, Nabil Kafi, et le directeur général de Senelec, Gaye Toby, sous la supervision du ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, et du le ministre sénégalais de l'Energie et du Pétrole, El Hadji Abdourahmane Diouf, en présence de l'ambassadeur du Sénégal auprès de l'Algérie et de nombre de cadres. A cette occasion, M. Adjal a indiqué, dans une déclaration à la presse, que la signature de ce mémorandum d'entente entre les deux entreprises "intervient pour encadrer les activités de coopération et constitue une étape essentielle dans le renforcement des relations bilatérales, traduisant la volonté commune de construire des partenariats solides et fructueux entre les entreprises des deux pays".

Concernant sa rencontre avec le ministre sénégalais, dans le cadre de la poursuite des discussions entamées en août dernier, M. Adjal a souligné qu'elle a été "l'occasion de réaffirmer la profondeur des relations historiques et fraternelles unissant l'Algérie et le Sénégal et l'engagement commun à donner un nouvel élan à la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie, à travers l'encouragement des échanges d'expertises et d'expériences et l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat dans ce secteur stratégique". Cette rencontre incarne la volonté de renforcer la coopération Sud-Sud et de promouvoir une intégration africaine fondée sur la solidarité et les intérêts mutuels, a ajouté le ministre, rappelant la place qu'occupe le secteur de l'énergie au regard de son caractère stratégique et de sa contribution déterminante au développement économique et social.

M. Adjal a réitéré la volonté de l'Algérie de travailler avec le Sénégal dans le domaine énergétique, "dans un esprit de partenariat sincère et durable, dans le cadre de la Vision Sénégal 2050 et de sa stratégie visant à améliorer l'approvisionnement en énergie, à garantir l'accès de tous les citoyens à l'électricité et à assurer la souveraineté énergétique". Dans ce cadre, il a souligné la disponibilité de l'Algérie à accompagner le Sénégal dans la mise en œuvre de sa stratégie "Gas to Power", visant à valoriser ses ressources gazières pour produire de l'électricité. "Nous mettons à la disposition de la partie sénégalaise l'expertise de nos entreprises nationales et de nos cadres sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique, afin de relever les défis auxquels elle est confrontée dans le secteur de l'énergie et de contribuer au développement et au renforcement de son système électrique, dans un esprit de solidarité, de partenariat et d'intérêt commun", a-t-il dit.

De son côté, le ministre sénégalais de l'Energie et du Pétrole a affirmé que la signature du mémorandum d'entente constitue une étape importante dans le renforcement de la coopération Sud-Sud et de la solidarité africaine, saluant l'expertise algérienne dans les domaines de la production, du transport et de la distribution d'électricité, ainsi que dans la gestion des entreprises énergétiques. Il a rappelé, dans le même contexte, les orientations du président de la République du Sénégal visant à tirer parti de l'expérience algérienne dans le domaine énergétique, annonçant la conclusion, en décembre prochain à Dakar, d'un accord de coopération entre les deux gouvernements dans le domaine de l'énergie. La délégation sénégalaise doit visiter dans la journée nombre d'installations énergétiques pour prendre connaissance des réalisations des entreprises algériennes dans ce domaine.

APS

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TEBBOUNE FACE AUX MÉDIAS

Pouvoir d’achat, diversification économique et souveraineté nationale au cœur des priorités

Lors de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, diffusée samedi 3 octobre 2026, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a abordé plusieurs dossiers économiques, sociaux, énergétiques et diplomatiques. Cette rencontre a été marquée par la réaffirmation des grandes orientations de l’État, notamment la préservation du pouvoir d’achat, la consolidation des revenus hors hydrocarbures, la souveraineté économique et la stabilité régionale.

Par Réda Hadi

Sur le plan économique et social, le chef de l’État a réaffirmé que la protection du pouvoir d’achat demeure une priorité. Évoquant la hausse des prix des fruits et légumes, il a estimé que la majorité des agriculteurs ne pouvait être tenue responsable des niveaux atteints sur les marchés. Il a toutefois averti que les responsables des pratiques spéculatives devront assumer leurs responsabilités. Cette déclaration traduit la volonté des pouvoirs publics de mieux encadrer les circuits de distribution, de lutter contre les intermédiaires abusifs et de garantir un approvisionnement régulier du marché national. Le président a également évoqué les réserves de change, en réaction aux projections du Fonds monétaire international (FMI) concernant leur évolution à l’horizon 2031. Il a assuré qu’elles devraient se maintenir à un niveau élevé, mettant en avant les efforts engagés pour renforcer les recettes nationales hors hydrocarbures. Pour Abdelmadjid Tebboune, la question dépasse la simple disponibilité des devises : elle relève directement de l’indépendance économique et de la capacité de l’Algérie à préserver ses choix souverains.

La diversification, condition de l’indépendance économique

Dans cette perspective, le président a insisté sur la nécessité d’accélérer la transformation de l’économie nationale, en réduisant progressivement sa dépendance aux hydrocarbures. L’objectif consiste à élargir les sources de revenus, à

renforcer les capacités productives nationales et à valoriser les potentialités du pays. Il a également souligné l’importance de mobiliser les compétences algériennes établies à l’étranger, dont l’expertise scientifique et technologique représente un levier pour accompagner le processus de développement. La numérisation a également occupé une place importante dans les échanges. Le chef de l’État a affirmé que l’Algérie avait atteint un stade avancé dans ce domaine, confirmant ainsi l’orientation stratégique visant à moderniser l’administration, améliorer la gestion publique et renforcer la souveraineté numérique. La transformation digitale est appelée à devenir un instrument essentiel de transparence, d’efficacité et de réduction des lourdeurs bureaucratiques. Sur le dossier énergétique, Abdelmadjid Tebboune a évoqué la position de l’Algérie au sein des marchés pétroliers internationaux. Il a rappelé que le pays privilégiait une approche responsable, fondée sur la concertation et la stabilité du marché, sans prendre de décisions précipitées. L’Algérie entend ainsi préserver ses intérêts énergétiques tout en contribuant à l’équilibre entre producteurs et consommateurs.

Une diplomatie fondée sur l’équilibre et la souveraineté

Sur le plan international, le président a réaffirmé la volonté de l’Algérie de maintenir des relations équilibrées avec ses différents partenaires, notamment la Russie, les États-Unis et la Chine. Cette orientation traduit le refus d’inscrire la diplomatie algérienne dans une lo-

gique d’alignement exclusif, privilégiant plutôt la coopération multilatérale et la défense des intérêts nationaux. Concernant l’escala du président iranien à l’aéroport d’Alger, il a souligné que tout chef d’État sollicitant une autorisation d’atterrissage en Algérie était le bienvenu, réaffirmant ainsi les principes d’hospitalité et de souveraineté du pays. La situation au Sahel a constitué un autre volet majeur de l’entretien. Le président est revenu sur l’envoi de quatre avions de combat Su-30 au Niger, en août dernier, dans le contexte des événements sécuritaires survenus à Niamey. Il a expliqué cette décision par la gravité de la situation et par les impératifs de sécurité régionale, notamment après la visite du Premier ministre nigérien en Algérie. Cette intervention s’inscrit dans une approche où la stabilité du Niger est considérée comme étroitement liée à la sécurité nationale algérienne. Au final, cette entrevue présidentielle a permis de réaffirmer une ligne politique articulée autour de trois impératifs : consolider la résilience économique, préserver la cohésion sociale et défendre l’indépendance de la décision nationale. À travers les différents dossiers abordés, Abdelmadjid Tebboune a présenté la diversification des revenus, la maîtrise des marchés, la numérisation et la stabilité régionale comme autant de composantes d’une même stratégie : renforcer les capacités de l’État et garantir à l’Algérie une plus grande autonomie dans un environnement international marqué par les incertitudes économiques et géopolitiques.

IN-SALAH Conventions de partenariat entre la formation professionnelle et les secteurs de l’hydraulique et de l’emploi

La cérémonie d’ouverture de la session de formation d’octobre 2026 a été marquée, dimanche dans la wilaya d’In-Salah, par la signature de conventions de partenariat entre le secteur de la formation et de l’enseignement professionnels et ceux de l’hydraulique et de l’emploi, dans le but de renforcer la coordination entre la formation et les besoins du marché du travail. La cérémonie s’est déroulée au Centre de formation professionnelle et d’apprentissage Badjouda Hadj El-Mehdi, en présence des autorités de la wilaya, ainsi que des cadres et partenaires du secteur de la formation et de l’enseignement professionnels. Ces conventions s’inscrivent dans le cadre du renforcement de la coopération entre le secteur de la formation et de l’enseignement professionnel et les secteurs économiques et administratifs, ainsi que de la mise en place de formations adaptées aux besoins du marché du travail et contribuant à la qualification de la main-d’œuvre locale. L’opportunité a été saisie pour présenter également le bilan des inscriptions à la session d’octobre 2026, de découvrir les différentes sections et ateliers pédagogiques du centre, ainsi que d’honorer les lauréats des épreuves régionales des Olympiades des métiers (édition 2026).

APS

ÉNERGIES RENOUVELABLES, CYBERSÉCURITÉ ET AUTOMOBILE

La formation professionnelle s’aligne sur les besoins du marché

Par Selma R.

La rentrée de la formation et de l’enseignement professionnels, ce dimanche, marque un renforcement de l’adaptation de l’offre de formation aux évolutions du marché du travail. Plus de 400 000 stagiaires et apprentis rejoignent ainsi les établissements de formation professionnelle à travers le pays. Ils bénéficieraient d’une offre enrichie de 23 nouvelles spécialités dans des secteurs considérés comme porteurs, notamment les énergies renouvelables, la cybersécurité, l’automobile et les télécommunications. Cette évolution traduit la volonté de rapprocher davantage les compétences développées dans les établissements de formation des besoins réels des entreprises et des grands projets structurants. « Nous avons introduit 23 nouvelles spécialités qui répondent aux besoins exprimés par les secteurs économiques », a indiqué Abderrahmane Mezeghrani, chargé d’études et de synthèse au ministère de la Formation et de l’Enseignement professionnels, lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Selon lui, cette démarche repose notamment sur le nouveau Référentiel national des formations et des compétences, conçu comme un outil évolutif

qui permet d’actualiser régulièrement le catalogue des formations. « Le référentiel n’est pas figé. Il peut être enrichi au cours de l’année en fonction de l’évolution des besoins et de l’apparition de nouvelles activités », a-t-il expliqué. Pour identifier les compétences recherchées, le ministère mise de plus en plus sur l’exploitation des données et sur l’interaction directe avec le secteur économique. Le Référentiel national des formations et des compétences offre ainsi aux entreprises publiques et privées, ainsi qu’aux différents départements ministériels, un espace pour exprimer leurs besoins en compétences, en apprentis ou en recrutements futurs. Le traitement de ces données permet en outre de détecter l’émergence de nouvelles filières, l’injection plastique étant citée comme exemple d’une activité dont le développement à l’échelle nationale peut conduire à une adaptation de l’offre de formation. « La donnée nous permet d’avoir une vision plus précise des besoins qui apparaissent sur le terrain. Lorsqu’une filière commence à se développer dans plusieurs régions, nous pouvons identifier cette tendance et réfléchir rapidement à l’introduction des formations correspondantes », a souligné Mezeghrani. Cette approche numérique est complétée par un dispositif de

proximité : les entreprises peuvent toujours faire connaître leurs besoins directement auprès des directions de la formation professionnelle au niveau des wilayas. L’objectif est de disposer de plusieurs canaux afin d’éviter un décalage entre les formations proposées et les profils recherchés par les employeurs. L’adaptation concerne également les modes d’apprentissage. La formation en présentiel demeure centrale dans les centres de formation, les instituts spécialisés et les centres d’excellence, mais elle est complétée par l’apprentissage en alternance, qui conjugue enseignement théorique et immersion en entreprise. Dans ce cadre, la plateforme « Tamhin » met en relation les entreprises qui proposent des offres d’apprentissage et les candidats. Le dispositif comprend aussi les cours du soir et la formation à distance du CNEPD, notamment dans les domaines des nouvelles technologies, dont l’intelligence artificielle et la cybersécurité. La modernisation passe par ailleurs par la digitalisation des démarches. La plateforme « Takwin » facilite les inscriptions grâce à l’interconnexion avec le Haut-Commissariat au numérique et le ministère de l’Éducation, tandis que l’utilisation du Numéro d’identification national réduit

le nombre de documents exigés. « L’objectif est de simplifier le parcours du jeune, depuis son inscription jusqu’à son orientation, en utilisant les données déjà disponibles dans les différents systèmes », a précisé le chargé d’études. Sur le plan pratique, 25 laboratoires techniques, ou « Mini Labs », équipés notamment d’impression 3D, permettent aux stagiaires de développer leurs idées et de réaliser des prototypes avant leur éventuelle orientation vers les Centres de développement entrepreneurial (CDE). Enfin, l’adaptation aux besoins du marché porte sur les compétences transversales. L’anglais technique est progressivement introduit dans plusieurs formations, notamment les cursus de technicien supérieur de 30 mois, tandis que des modules sont consacrés à la communication, au travail en équipe, à la gestion du temps et du stress. « Aujourd’hui, les entreprises ne recherchent pas uniquement une compétence technique. Elles ont également besoin de personnes capables de communiquer, de travailler en équipe et de s’adapter à leur environnement professionnel », a relevé Mezeghrani.

PROTECTION CIVILE

25 incendies maîtrisés en 24 heures

Les services de la Protection civile ont réussi à maîtriser l'ensemble des incendies qui se sont déclarés au cours des dernières 24 heures à travers différentes wilayas du pays. Selon le bilan de la Protection civile relatif à la situation générale des incendies ayant touché le couvert végétal, les récoltes agricoles, les palmeraies et les meules de foin, établi du 3 au 4 octobre 2026 à 7h00, pas moins de 25 incendies ont été enregistrés à l'échelle nationale. Les unités de la Protection civile ont éteint l'ensemble de ces foyers. Ce bilan témoigne de la mobilisation continue des équipes de la Protection civile pour contenir les départs de feu et limiter leurs conséquences sur les espaces forestiers, agricoles et les zones de végétation à travers le territoire national.

WORLD UNIVERSITY RANKINGS 2027

Tente-et-un établissements algériens dans le classement

The World University Rankings intègre, dans ses résultats pour l'année 2027, trente-et-une universités algériennes. Soit trois de plus par rapport au classement de l'année précédente, annonce le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce qui hisse l'Algérie en tête du peloton au niveau maghrébin et à la seconde à l'échelle du continent. L'Université d'El Oued est mise dans la catégorie des 1200 à 1400 meilleures universités au monde. Ce qui lui confère naturellement la première place au niveau national.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 400 000 stagiaires inscrits à la session d’octobre 2026

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a donné, ce dimanche à Tipasa, le coup d'envoi officiel de la nouvelle rentrée de la formation professionnelle, session d'octobre 2026, marquée par l'arrivée de plus de 400 000 stagiaires et apprentis dans les établissements de formation à travers le pays. La cérémonie de lancement a eu lieu à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) « Chahida Saliha Ben Hamdine », à Cherchell, en présence du wali de Tipasa, Mohamed Amine Ben Chaoualia. À cette occasion, la ministre a pris connaissance d'un exposé consacré au secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya, avant de visiter une exposition mettant en valeur les produits réalisés par les stagiaires ainsi que les différents ateliers pédagogiques de l'établissement. Cette nouvelle session voit l'intégration de 23

nouvelles spécialités, couvrant notamment des secteurs stratégiques et d'avenir tels que les énergies renouvelables et la cybersécurité, afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail et aux évolutions de l'économie nationale. La session d'octobre 2026 est également marquée par l'adoption du référentiel national de formation basé sur les compétences, ainsi que par la numérisation des opérations d'inscription et du suivi des parcours de formation. Cette réforme constitue une évolution importante dans l'élaboration et l'actualisation de l'offre de formation, avec le passage d'une nomenclature nationale des spécialités à un référentiel fondé sur les compétences requises par le marché de l'emploi. Au cours de cette visite, la ministre doit également remettre des certificats de formation aux maîtres d'apprentissage ainsi qu'aux bénéficiaires de la formation en entrepreneuriat,

dans le cadre de la 17e promotion. Le programme de la visite prévoit, en outre, un déplacement à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle de Bou Ismail, où Nassima Arhab procédera à l'inauguration d'un Centre d'excellence. Elle visitera également les ateliers pédagogiques et suivra la présentation de plusieurs projets innovants dans les spécialités techniques, en présence de leurs porteurs.

Synthèse R.E

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Journée de formation sur le système d’information national du fichier national d’immatriculation des véhicules à travers les différentes wilayas

Une journée de formation sur le système d'information national du fichier national d'immatriculation des véhicules a été organisée à travers les différentes wilayas du pays, dans le but de renforcer la transformation numérique et de moderniser la gestion administrative, indique, dimanche, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

"Conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à perpétuer la numérisation et la modernisation de l'administration publique et à développer les mécanismes de gestion administrative, une journée de formation sur le système d'information national du fichier national d'immatriculation des véhicules a été organisée samedi à travers les différentes wilayas, sous la supervision des walis", précise la même source. Des "explications techniques et pratiques ont été présentées sur les principales mises à jour et les ajouts apportés au système d'information national, notamment ceux relatifs à l'immatriculation des nouveaux véhicules importés, à la généralisation du système d'information, ainsi qu'à l'ac-

tualisation des mécanismes de son fonctionnement". Dans ce cadre, l'accent a été mis sur "l'importance d'une bonne maîtrise de l'utilisation du système d'information et du respect des procédures réglementaires et techniques en vigueur, à même d'améliorer les performances des services concernés, de renforcer la coordination et l'échange d'informations, et de garantir le traitement des dossiers dans des conditions plus efficaces et transparentes". Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports visant à « renforcer la transformation numérique et la modernisation de la gestion administrative, à améliorer la qualité du service public, à simplifier les procédures et à assurer une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens », conclut le communiqué.

APS

BÂTIMENT-TRAVAUX PUBLICS La CACOBATPH lance trois nouveaux services en ligne

La Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement de trois nouveaux services numériques liés à la suspension, la réactivation et la radiation d'activité, au profit des employeurs de ces secteurs-clés. «Les nouveaux services permettent aux employeurs d'effectuer électroniquement les procédures de suspension, de réactivation et de radiation d'activité, à travers un parcours numérique simplifié, sans avoir à se déplacer auprès des structures de la Caisse», précise la même source. Ces services leur permettent également de "suivre les demandes en ligne, renforçant ainsi la visibilité sur le processus de traitement des dossiers et offrant aux utilisateurs davantage de transparence et de flexibilité dans le suivi de leurs démarches", ajoute le communiqué de la CACOBATPH, notant qu'"en imposant les délais de traitement, la Caisse réaffirme sa volonté de moderniser son service public".

R.N

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Octobre 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	103	111	95	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	137	152	121	الطماطم	
	Oignon sec	78	85	71	البصل الجاف	
	Ail sec	833	903	763	الثوم الجاف	
	Carotte	135	146	123	الجزر	
	Navet	151	164	138	اللفت	
	Poivron	148	160	135	الفلفل الاخضر	
	Piment	162	177	147	الفلفل الحار	
	Courgette	170	183	156	الكوسة	
	Haricot vert	299	321	276	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	177	191	163	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	423	523	323	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	498	611	385	التمر	
	Raisin	300	350	249	العنب	
	Melon	114	124	104	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	96	104	87	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2211	2327	2094	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	541	554	528	الدجاج	
	Œufs (Unité)	24	25	22	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	87	حليب البقر (لتر)	

MDN

Elimination d’un narcotrafiquant et saisie de 1660 kg de kif traité en 3e Région militaire à Béchar

Deux (2) tentatives d'acheminement d'une importante quantité de drogues vers le territoire national ont été déjouées, avec la saisie de 1660 kilogrammes de kif traité, et un narcotrafiquant a été éliminé, en 3ème Région militaire à Béchar, par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts consentis pour la sécurisation des frontières et la lutte contre la contrebande et la crimina-

lité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire en 3ème Région militaire à Béchar, ont déjoué, lors d'une opération de recherche et de fouille, les 1er et 2 octobre 2026, deux tentatives d'acheminement d'une quantité importante de drogues vers le territoire national", précise la même source. "Cette opération a permis l'élimination d'un (1) narcotrafiquant, la saisie de 1660 kilogrammes de kif traité et 3 paires de jumelles de jour", ajoute le texte.

Communiqué

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	355,00	0,00	1,57	-0,90	7,57	7,32	5096	1 809 080,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,13	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,09	7,56	7,64	7717	10 803 800,00
BIOPHARM	BIO	2 346,00	NC	0,00	-5,83	-6,13	6,32	7,25	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	2000,00	0,00	-1,75	-6,48	8,29	8,75	5852	11 704 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,00	1,87	1,19	8,12	0	0,00

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 400.000 stagiaires à la rentrée d’octobre 2026

Plus de 400.000 stagiaires et apprentis ont rejoint, dimanche, les établissements de formation et d’enseignement professionnels à travers le pays, à l’occasion de la rentrée d’octobre 2026. Placée sous le signe de l’adaptation aux mutations économiques et aux besoins du marché du travail, cette nouvelle session se distingue notamment par l’introduction de 23 nouvelles spécialités, le renforcement de la formation par compétences et l’accélération de la numérisation du secteur.



Synthèse Rédaction

C'est depuis l'Institut national spécialisé en formation professionnelle Chahida Saliha-Benhamdine de Cherchell, dans la wilaya de Tipasa, que la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a donné le coup d'envoi officiel de cette rentrée, en présence du wali Mohamed Amine Benchaoulia. Cette visite a été marquée par la présentation des activités du secteur dans la wilaya, ainsi que par la découverte des réalisations des stagiaires et des ateliers pédagogiques. Au-delà de l'ouverture d'une nouvelle année de formation, cette rentrée traduit une évolution de la stratégie du secteur, désormais davantage orientée vers l'employabilité, l'innovation et l'accompagnement des transformations économiques. La principale nouveauté réside dans l'adoption du Référentiel national de la formation et des compétences (RNFC), appelé à remplacer progressivement la nomenclature classique des spécialités par une approche fondée sur les compétences effectivement recherchées par les entreprises. Cette orientation vise à rapprocher davantage les établissements de formation du monde économique et à réduire les décalages entre les qualifications délivrées et les besoins des employeurs. Dans cette perspective, 12.690 places pédagogiques ont été définies en

concertation avec les acteurs économiques, dans le cadre de projets sectoriels structurés. Pour cette session, quelque 350.000 places pédagogiques sont ouvertes au sein de 1.054 établissements, dont 26 nouvelles structures et 19 centres d'excellence. Le dispositif est également renforcé par la création d'un centre consacré aux métiers du cinéma, témoignant de la volonté de diversifier les parcours de formation et de répondre à de nouveaux débouchés professionnels. Les nouvelles spécialités concernent notamment les énergies renouvelables, la cybersécurité, l'intelligence artificielle, le développement web et l'industrie 4.0. D'autres formations portent sur l'environnement, la qualité, la numérisation, la mécanique automobile, le tourisme et les travaux publics. L'élargissement de l'enseignement de l'anglais technique dans les filières professionnelles figure également parmi les priorités annoncées par la ministre. Cette adaptation concerne aussi les secteurs de l'artisanat et du tourisme. Ainsi, 1.160 artisans issus des Chambres de l'artisanat et des métiers bénéficient de formations dans le cadre de conventions de partenariat, tandis que 4.000 guides touristiques sont concernés par des formations en anglais technique. Par ailleurs, 1.000 places sont réservées annuellement aux stagiaires étrangers, à travers 53 offres de formation.

À Tipasa, qui compte plus de 13.500 stagiaires inscrits, dont 8.467 nouveaux, plus de dix spécialités supplémentaires sont introduites afin de répondre aux besoins du marché local. La visite ministérielle s'est poursuivie à l'INSFP de Bou Ismaïl, où Mme Arhab a inauguré un centre d'excellence et découvert plusieurs projets innovants présentés par les stagiaires des filières techniques. La ministre a également procédé à la remise de certificats à des formateurs en apprentissage et aux bénéficiaires de la formation en entrepreneuriat de la 17e promotion. Une démarche qui illustre l'importance accordée à la formation continue et à la transmission des compétences.

L'entrepreneuriat comme prolongement de la formation

L'autre axe stratégique concerne l'accompagnement des diplômés vers la création d'entreprises. Selon les chiffres communiqués par la ministre, près de 30.000 diplômés des Centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE), implantés au sein des établissements de formation, portent des projets d'investissement. Vingt-cinq incubateurs bénéficient également d'un accompagnement. Le secteur entend ainsi dépasser sa mission traditionnelle de qualification pour devenir un véritable levier de création de richesses et d'emplois. Dans cette dynamique, la deuxième édition du programme « Sanaa », destiné à révéler les talents et les compétences, sera lancée prochainement. Enfin, l'Algérie s'apprête à renforcer sa présence dans les compétitions internationales des métiers. Oran accueillera, à la fin novembre 2026, les Olympiades africaines des métiers, tandis que le pays participera pour la première fois à la finale des WorldSkills Shanghai 2026. À travers ces nouvelles orientations, la formation professionnelle ambitionne de consolider son rôle dans la diversification de l'économie nationale, en mettant davantage l'accent sur les métiers émergents, les qualifications techniques et l'intégration des jeunes dans le monde du travail.

ORANITALIE

Signature d’une convention de coopération entre la DFEP et le groupe “Stellantis Algérie” de construction automobile

Une convention de coopération a été signée, dimanche, entre la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya d'Oran et le groupe "Stellantis Algérie", constructeur automobile de la marque "Fiat", dans le but de renforcer les compétences des jeunes et de préparer leur intégration dans le marché du travail, notamment dans les métiers du secteur automobile. La convention, paraphée par le chargé de la gestion des affaires administratives de la DFEP, Sid-Ahmed Belarbi, et le Président-directeur général de "Stellantis Algérie", Raoui Beji, en marge de la cérémonie de rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre 2026), en présence de l'inspecteur général de la wilaya, Mahmoud Ould-Amer, vise à définir les cadres de coopération entre les deux parties. Cette coopération porte notamment sur les spécialités proposées par le secteur de la formation professionnelle, en adéquation avec les besoins du marché du travail dans le domaine de l'industrie automobile. Elle vise également à identifier les métiers d'avenir correspondant aux évolutions technologiques que connaît le secteur automobile, ainsi que les services après-vente. La convention prévoit également l'étude de l'employabilité des diplômés du secteur et le renforcement des compétences des formateurs de la formation professionnelle dans le domaine de l'industrie automobile, selon les indications fournies. En outre, elle vise à associer les formateurs du secteur de la formation professionnelle aux efforts d'amélioration et de développement des ressources humaines du groupe "Stellantis Algérie", ainsi qu'à organiser des séminaires et des rencontres consacrés au développement de la filière automobile.

APS

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES ET INTÉGRATION RÉGIONALE

Les priorités de l’axe Alger-APPO

Par S. R.

Le financement des infrastructures énergétiques et le renforcement de l'intégration régionale s'imposent comme des priorités dans la coopération entre l'Algérie et l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO). Ces enjeux ont été au centre des discussions, dimanche à Alger, entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le secrétaire général de l'APPO, Farid Ghezali, en présence du PDG de Sonatrach, Nourredine Daoudi.

Les échanges ont notamment porté sur l'avancement du projet de la Banque africaine de l'énergie, appelée à jouer un rôle important dans le financement des projets énergétiques du continent. Cette initiative intervient dans un contexte où les pays africains cherchent à mobiliser davantage de ressources pour développer leurs capacités de production, de transformation et de transport des hydrocarbures. Dans ce cadre, Mohamed Arkab a réaffirmé le soutien de l'Algérie aux efforts de l'APPO visant à assurer une valorisation efficace et équitable des res-

sources africaines. Il a également insisté sur l'importance du financement conjoint des infrastructures, du développement du contenu local et du partage des compétences et de l'expertise. Cette coopération repose aussi sur le capital humain : la contribution de l'Institut algérien du pétrole (IAP) à la formation des cadres africains, ainsi que l'expérience de Sonatrach dans l'exploration, la production et la transformation des hydrocarbures, constituent des leviers importants pour renforcer les capacités du continent. De son côté, Farid Ghezali a

salué l'apport de l'Algérie au sein de l'organisation, notamment dans les domaines de la formation et de la recherche. Il a souligné le rôle du pétrole et du gaz dans l'industrialisation, l'intégration économique et la souveraineté énergétique de l'Afrique. Au final, Alger et l'APPO mettent l'accent sur une approche fondée sur la mutualisation des moyens, le développement des infrastructures et le renforcement des compétences africaines, avec pour objectif de consolider la place du continent dans l'industrie énergétique mondiale.

OUM EL BOUAGHI

La Sonelgaz ouvre une nouvelle agence commerciale dans la daïra de Ksar Sbihi

Une nouvelle agence commerciale relevant de la direction de distribution de l'électricité et du gaz a été ouverte par le groupe Sonelgaz dans la daïra de Ksar Sbihi (Oum El Bouaghi), a-t-on appris, samedi, auprès de cette direction. La responsable de la communication de cette filiale de Sonelgaz, Narimane Benzelikha, a précisé à l'APS que cette nouvelle agence commerciale, située dans la cité "Ennassim" de Ksar Sbihi (30 km au nord-est d'Oum El Bouaghi), offre ses services à 7.274 clients alimentés par un réseau de plus de 372 km de long, pour l'énergie électrique, et de 97,14 km pour le gaz naturel. Mme Benzelikha a ajouté que l'ouverture de cette nouvelle agence commerciale est "destinée à rapprocher l'entreprise des citoyens en vue d'une prise en charge optimale des clients, notamment en matière de demandes de raccordement, de paiement des factures et de traitement des plaintes et des doléances". Elle a également fait savoir, dans ce contexte, qu'il est prévu d'ouvrir, "avant la fin de l'année en cours", une autre agence commerciale dans la commune de Dhalaâ, en attendant l'ouverture, ultérieurement, de deux structures similaires dans les communes de Sigus et de Fkirina.

R.R

EL-MENIAA

L'entreprise de transport urbain et suburbain dotée de dix nouveaux bus urbains

L'entreprise de transport urbain et suburbain de la wilaya d'El-Meniaa a été dotée de dix (10) nouveaux bus pour renforcer son parc roulant, a indiqué samedi le directeur des Transports de la wilaya, Hocine Bouchama. Un premier lot de ces bus a été réceptionné ce samedi et un second lot le sera lundi prochain, a-t-il précisé en signalant que les bus en question seront mis en exploitation dès finalisation des procédures de recrutement des chauffeurs et des contrôleurs, dans le courant de la semaine. L'opération permettra de renforcer le parc de transport urbain et suburbain de la wilaya et d'améliorer la qualité des services offerts aux citoyens, notamment en renforçant les lignes existantes et en ouvrant de nouvelles lignes, a souligné le responsable. M. Bouchama a annoncé, par ailleurs, la dotation de la wilaya de 20 bus supplémentaires avant la fin de l'année en cours, afin de renforcer les capacités de l'entreprise de transport urbain et suburbain et de consolider le réseau de transport à travers les différents quartiers et communes de la wilaya et d'alléger la pression sur les lignes existantes. Pour leur part, des citoyens ont salué l'initiative, estimant que le renforcement du parc de transport par de nouveaux bus contribuera à améliorer leurs conditions de déplacement quotidiennes, en particulier pour les travailleurs, les étudiants et les habitants des quartiers éloignés des centres

ORAN

Vers l'organisation de la vente des produits agricoles du producteur au consommateur

Le wali d'Oran, Brahim Ouchene, a donné, samedi, des instructions pour l'élaboration d'une liste des agriculteurs souhaitant commercialiser directement leurs produits auprès des consommateurs via les marchés de proximité, dans le cadre d'une démarche visant à encourager et à organiser les opérations de vente directe des produits agricoles aux consommateurs, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, le wali a tenu, samedi, une rencontre avec les représentants des différentes filières agricoles de la wilaya, consacrée à l'examen des préoccupations des agriculteurs et au suivi de la situation de l'activité agricole, notamment en ce qui concerne la commercialisation des produits et l'organisation du marché. Lors de cette rencontre, M. Ouchene a donné des instructions pour établir une liste des agriculteurs souhaitant commercialiser directement leurs produits auprès des consommateurs à travers les marchés de proximité, dans le but de réduire les intermédiaires et de contribuer à la baisse des prix des fruits et légumes. M. Ouchene a souligné l'importance d'organiser les opérations de vente directe du producteur au consommateur, en tant que mécanisme susceptible de renforcer la transparence du marché et de réduire

le nombre d'intermédiaires, permettant ainsi à l'agriculteur de commercialiser ses produits dans de meilleures conditions et au consommateur de bénéficier de prix plus abordables. Il a insisté sur la nécessité d'encadrer et d'organiser ces opérations en coordination avec les différents services et acteurs concernés, afin de garantir la disponibilité des produits, l'organisation des points de vente et le respect des conditions en vigueur. La rencontre s'est déroulée en présence du secrétaire général par intérim de la wilaya, de plusieurs directeurs exécutifs et de représentants des différentes filières agricoles. Elle a constitué une occasion d'écouter les préoccupations des agriculteurs et de prendre connaissance des difficultés auxquelles sont confrontées les différentes filières, notamment celles liées à la commercialisation des produits agricoles, à la

disponibilité des semences, à l'irrigation agricole et à la régularisation des contrats, ainsi qu'à d'autres questions liées à l'activité agricole. A cette occasion, M. Ouchene a également insisté sur la nécessité d'œuvrer à l'organisation du marché et au suivi de l'évolution des prix, tout en renforçant les opérations de contrôle des marchés en coordination avec les services de sécurité, afin de contribuer à la stabilité des prix des produits agricoles et à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen. Il a également souligné l'importance d'ouvrir des canaux de dialogue avec les différents acteurs du secteur, d'accompagner les agriculteurs et de leur accorder les facilités nécessaires, afin de réunir les conditions favorables au développement de l'activité agricole et à la prise en charge des préoccupations soulevées.

Agence

BOUIRA

Lancement d'une vaste campagne de contrôle sur les marchés de fruits et légumes

Une vaste campagne de contrôle a été lancée vendredi par la direction du Commerce afin de réguler les prix des fruits et légumes dans les différents marchés et centres de stockage de la wilaya, à-on avisé auprès de la direction du secteur. Dans le cadre de cette campagne, une dizaine de brigades de contrôle et de répression de la fraude ont été déployées sur le terrain, notamment au chef-lieu de

la wilaya, ainsi que dans d'autres villes telles que Sour El Ghoulane, Ain Bessam, Lakhdaria et M'Chedallah, afin de vérifier et contrôler les chambres froides, et de lutter contre tout stockage illégal, notamment de pommes de terre, a déclaré le directeur du commerce, Farouk Hamdaoui. "Au chef-lieu de la wilaya, nous avons mobilisé quatre brigades mixtes, participant aux services de sécurité, la Gendarmerie nationale

ainsi que la direction des services agricoles, pour mener un travail de vérification des marchés et centres de stockage de légumes et lutter contre toutes les mauvaises pratiques commerciales", a expliqué à l'APS M. Hamdaoui, assurant que des mesures avaient été prises pour plafonner le prix de la pomme de terre à 90 DA. Il a également mis en garde contre toute pratique illicite portant atteinte au pouvoir d'achat des ci-

toyens qui mènera son auteur à des poursuites judiciaires. Le même responsable a expliqué que cette campagne a été lancée dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des autorités du pays visant à veiller au respect de la législation et de la réglementation en vigueur en matière de pratiques commerciales.

APS

CONSTANTINE

Affluence notable des citoyens au niveau des centres de la CNAS lors de la permanence du samedi

Les centres de l'agence de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya de Constantine ont connu samedi une affluence notable des citoyens, lors de la permanence instaurée le samedi de 8h00 à 12h00. Au niveau du siège de l'agence de wilaya de la CNAS, comme dans plusieurs centres à travers la wilaya, la mesure d'ouverture le samedi a été largement saluée par les citoyens. A ce propos, un citoyen a souligné dans une déclaration à l'APS que cette initiative "permet de faciliter les procédures de la sécurité sociale", pertinente que l'ouverture des services de la CNAS le samedi, après qu'ils étaient fermés ce jour auparavant "constitue une démarche positive qui permettra aux assu-

rés sociaux de régler leurs affaires administratives sans contrainte". A l'occasion, une commission d'inspection dépêchée par la direction générale de la CNAS, composée de plusieurs cadres centraux et conduite par Mme Safia Boussiala, directrice centrale des prestations, s'est rendue sur place pour s'enquérir de la qualité de la prise en charge et du déroulement du travail. Dans une déclaration à l'APS, Mme Boussiala a fait savoir en disant "nous sommes présents aujourd'hui au niveau de la wilaya de Constantine, à l'instar de l'ensemble des cadres de la direction générale déployés à suivre à travers plusieurs wilayas, afin de l'application du nouveau système de travail le samedi". Elle a précisé que ce dispositif, décidé par le ministre du Travail, de l'Emploi et

de la Sécurité sociale sous la supervision du directeur général de la CNAS, concerne "l'ensemble des centres au profit des assurés sociaux et de leurs ayants droit, ainsi que les employeurs pour ce qui est des services d'indemnisations", ajoutant que cette opération "a manifestement d'un intérêt au plus haut niveau". S'agissant du bilan, la même responsable a fait savoir que "la semaine passée, 163 demandes de prestations ont été prises en charge au niveau des guichets, à l'échelle locale, alors qu'aujourd'hui, une nette progression a été enregistrée avec plus de 270 demandes, ce qui confirme que la journée du samedi est devenue une journée de travail ordinaire où l'ensemble des services assurés durant la semaine sont fournis".

APS

La parenthèse ouverte le 11 septembre 2001 s'est-elle jamais refermée ?

Le 11 septembre 2001 a ouvert vingt-cinq années de guerres déclarées au nom de l'anti-terrorisme. On en retient les invasions et leurs échecs, les prisons secrètes et les drones. Au risque d'oublier ce qui s'est révélé le plus durable : un basculement structurel dans le rapport des États-Unis au reste du monde, qui n'a jamais cessé de s'appliquer depuis – prérogatives étendues pour les services de renseignement, mise sous tutelle des alliés via les réseaux d'information et de finance, et imposition d'une définition de la sécurité collective calquée sur les seuls intérêts américains. La guerre menée cette année contre l'Iran, et la ruée diplomatique qu'elle a provoquée, n'en sont que la dernière déclinaison.

Opacité pour les journalistes, carte blanche pour le renseignement

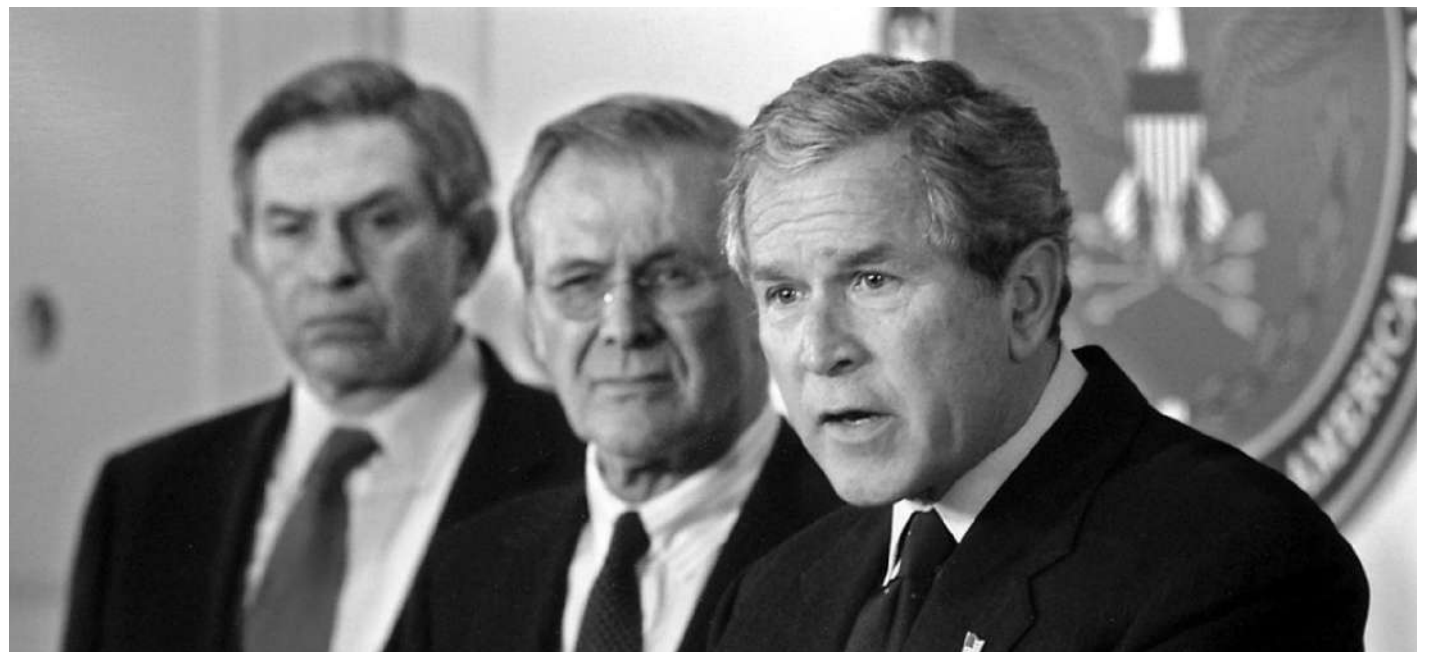
Suite aux attentats, une masse considérable de documents, autrefois accessibles aux journalistes et chercheurs, leur a été interdit. En cause : les critères de confidentialité ont été revus drastiquement à la hausse. Le rapport annuel de l'Information Security Oversight Office pour l'exercice 2001 – l'année même des attentats – enregistre une hausse de 44 % du nombre total d'actes de classification pris par l'administration américaine, à plus de 33 millions, dont 32,76 millions relevaient de la seule « classification dérivée » – la reproduction, sous une forme nouvelle, d'informations déjà classifiées. Cette évolution était amenée à s'inscrire dans le temps : le volume de documents ainsi soustraits à la consultation publique n'est jamais redescendu à son niveau d'avant 2001, quelle que soit l'administration en exercice.

Ce durcissement de l'accès aux documents a limité les marges pour la documentation et la critique de la politique étrangère américaine. Si l'opacité fut de mise concernant les agissements du gouvernement, les données des citoyens – américains et étrangers –, elles, sont devenues accessibles aux services de renseignement.

Le Patriot Act, adopté six semaines après les attentats, a doté le FBI d'un instrument à la fois discret et décisif : la National Security Letter, qui permet d'exiger d'une banque, d'un opérateur téléphonique ou d'un fournisseur d'accès la communication de données sur ses clients, sans mandat judiciaire, et sous le coup d'une interdiction de divulgation perpétuelle imposée à l'entreprise qui la reçoit. Leur nombre annuel, de l'ordre de 300 avant 2001, est passé à environ 30 000 dans les années qui ont suivi – l'American Civil Liberties Union parlait d'une hausse « centuple » –, avec près de 200 000 lettres délivrées entre 2003 et 2006 selon l'inspecteur général du département de la Justice.

Une architecture où le secret d'État protège l'autonomie de l'exécutif américain, où les réseaux qu'il contrôle assujettissent jusqu'à ses alliés les plus proches

Le seul organe judiciaire censé encadrer les écoutes les plus sensibles n'a, dans les faits, jamais exercé ce rôle de filtre. La Foreign Intelligence Surveillance Court, chargée d'autoriser les demandes de surveillance présentées par les agences fédérales, n'en a rejeté que dix sur 20 909 examinées entre 2001 et 2012, selon les statistiques compilées par Reuters – un taux de refus inférieur à 0,05 %. Ses propres juges, interrogés par le Sénat, ont fini par admettre que ce chiffre ne rendait compte que des demandes soumises dans leur version définitive, après négociation informelle avec l'exécutif : les dossiers voués au rejet ne sont, le plus souvent, jamais déposés. Le pendant de cette opacité est la sévérité



croissante avec laquelle l'État américain traite ceux qui la percent malgré tout. Trois personnes seulement avaient été poursuivies, avant 2009, en vertu de l'Espionage Act de 1917 pour avoir transmis des informations classifiées à la presse. L'administration Obama en a poursuivi huit – davantage que tous ses prédécesseurs réunis depuis l'adoption de la loi. Selon le décompte de l'American Civil Liberties Union, ces poursuites ont valu 526 mois de détention cumulés, contre seulement 24 mois infligés à l'ensemble des lanceurs d'alerte américains depuis la fondation des États-Unis.

Suzeraineté américaine

Ce même registre de contrainte s'exerce, de manière plus systématique encore, sur les alliés des États-Unis eux-mêmes. En juin 2015, WikiLeaks révélait que la NSA avait mis sur écoute les communications des trois derniers présidents français, Jacques Chirac (1995-2007), Nicolas Sarkozy (2007-2012) et François Hollande (depuis 2012), ainsi que plusieurs ministres et l'ambassadeur français à Washington. Deux ans plus tôt, les révélations d'Edward Snowden avaient déjà établi que la chancelière allemande Angela Merkel avait fait l'objet d'une surveillance téléphonique directe. Dans les deux cas, il ne s'agissait pas d'espionnage entre rivaux, mais entre partenaires d'alliances militaires formelles. Cette asymétrie s'appuie sur une infrastructure numérique dont les États-Unis conservent le contrôle. La Cour de justice de l'Union européenne l'a elle-même reconnu à deux reprises : en 2015, l'arrêt Schrems I invalidait l'accord de Safe Harbor entre l'UE et les États-Unis, au motif que la surveillance de masse pratiquée par la NSA ne garantissait pas aux citoyens européens un niveau de protection équivalent à celui du droit européen. Cinq ans plus tard, l'arrêt Schrems II invalidait à son tour le Privacy Shield qui avait tenté de le

remplacer, pour les mêmes raisons – les lois américaines de surveillance, notamment la section 702 du Foreign Intelligence Surveillance Act et le décret présidentiel 12333, demeurant incompatibles avec les droits fondamentaux européens. Autrement dit : la dépendance des économies alliées aux infrastructures numériques américaines expose structurellement leurs citoyens à une surveillance à laquelle leur propre droit ne peut opposer aucun recours effectif.

La domination du dollar procure un levier comparable en matière financière. En 2014, la banque française BNP Paribas a été condamnée par la justice américaine à une amende de 8,9 milliards de dollars, la plus lourde jamais infligée à une institution étrangère, pour avoir traité en dollars des transactions avec l'Iran, Cuba et le Soudan entre 2002 et 2012 – des opérations pourtant parfaitement légales au regard du droit européen. Le seul fait de régler une transaction en dollars, où que ce soit dans le monde, suffit à placer une entreprise sous la juridiction américaine. Deux ans plus tôt, en mars 2012, le système de messagerie interbancaire SWIFT – basé à Bruxelles et soumis au droit belge – avait été contraint d'exclure les banques iraniennes de son réseau, sous la pression conjuguée du Congrès américain, qui menaçait de sanctionner SWIFT lui-même, et d'une décision du Conseil européen adoptée dans l'urgence. Les recettes pétrolières iraniennes s'effondraient dans l'année qui suivait, passant de 92,5 à 52 milliards de dollars. Dans les deux cas, des institutions européennes ou multilatérales – banque, système de paiement – se sont retrouvées à appliquer, de facto, la politique étrangère américaine, sous peine de représailles.

Politique antiterroriste au service des intérêts américains

Le vocabulaire de la lutte antiterroriste, hérité du 11 septembre, continue de fournir

le cadre légal et rhétorique de ces interventions – jusqu'à la guerre déclenchée cette année contre l'Iran. Dans la nuit du 28 février 2026, une opération militaire conjointe américano-israélienne – baptisée « Fureur épique » côté américain, « Lion rugissant » côté israélien – a frappé plusieurs villes iraniennes, officiellement au nom de la prévention de la prolifération nucléaire. Le guide suprême Ali Khamenei mourait le même jour. En représailles, l'Iran a fermé de facto le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ un cinquième du pétrole et du gaz naturel liquéfié mondiaux.

Les déclarations mêmes du président américain trahissent la nature réelle de l'enjeu. En mars, Donald Trump a menacé de frapper « pour le plaisir » le terminal pétrolier de l'île de Kharg, par lequel transitent 90 % des exportations pétrolières iraniennes ; en juillet, il a proposé de faire des États-Unis le « gardien du détroit d'Ormuz », tout en réclamant une taxe de 20 % sur les cargaisons commerciales y transitant, afin de financer, selon ses propres termes, « tous les coûts nécessaires pour accomplir la mission de fournir sécurité et sûreté ». Le vocabulaire de la sécurité collective – protéger la libre circulation, empêcher la prolifération – recouvre ici, sans grand effort de dissimulation, une prétention à contrôler et à monétiser l'un des points de passage stratégiques de l'économie mondiale.

C'est bien là ce que le 11 septembre a inauguré et que rien, depuis vingt-cinq ans, n'est venu clore : une architecture où le secret d'État protège l'autonomie de l'exécutif américain face à ses propres contre-pouvoirs, où les réseaux d'information et de finance qu'il contrôle assujettissent jusqu'à ses alliés les plus proches, et où la rhétorique de la sécurité collective sert de vecteur à des intérêts nationaux précis. La guerre contre l'Iran n'est que la dernière actualisation de cette dynamique.

Source : Lvsl.fr, publié le 18/09/2026

URANIUM

Le point sur le développement de la 1ère mine de Mauritanie en 2026

Avec Tiris, Aura Energy entend développer une nouvelle mine pouvant produire en moyenne 2 millions de livres d'uranium par an, avec un potentiel d'extension à 3,5 millions en 25 ans. La phase de construction est prévue pour démarrer fin 2026, sous réserve de la sécurisation des fonds nécessaires. Le quatrième et dernier trimestre de 2026 s'ouvre alors que le projet d'uranium Tiris se trouve toujours dans les starting-blocks en Mauritanie. Initialement attendue dès 2027, l'entrée en production de cette mine, présentée comme la première de l'histoire du pays, reste conditionnée à plusieurs étapes, notamment la finalisation de son financement. En attendant, son opérateur australien Aura Energy multiplie les initiatives à cette fin, comme l'illustre le renforcement de son équipe annoncé mercredi 30 septembre. La note publiée à cette occasion porte sur trois recrutements stratégiques au sein de l'équipe chargée de faire passer Tiris de la phase d'étude à celle de la construction. John Carr, ingénieur notamment passé par la mine d'uranium Langer Heinrich en Namibie et déjà conseiller principal aux opérations de Tiris depuis mars 2026, est nommé président de la société. Il sera rejoint début novembre 2026 par Spencer Davey qui prendra le poste de directeur financier après plusieurs années chez Fortescue, tandis que Jeremy Carter est nommé directeur de la stratégie. Ce dernier conseille Aura Energy sur les questions de stratégie et de technologie depuis novembre 2025, précise la compagnie. Pour Phil Mitchell, président exécutif d'Aura Energy, ces recrutements sont essentiels à la constitution de l'équipe appelée à piloter la construction de Tiris. Ils interviennent alors que la publication d'une étude de faisabilité bancaire est attendue d'ici la mi-octobre. Avec la mise en place en cours d'une usine pilote reposant sur le procédé retenu pour la mine, cette étude doit servir de base aux discussions engagées avec des partenaires stratégiques et financiers potentiels. À ce stade, Aura Energy prévoit une mine d'une durée de vie de 25 ans, avec une production moyenne de 2 millions de livres d'uranium par an et un potentiel d'extension à 3,5 millions de livres. Le coût de construction est estimé à 230 millions USD, dont une enveloppe de 150 à 170 millions USD actuellement négociée auprès de l'agence fédérale américaine DFC. La compagnie indique également être en pourparlers avec un « investisseur stratégique potentiel » en vue d'une prise de participation au capital du projet. Elle dit par ailleurs avoir reçu l'intérêt d'un « fonds d'investissement américain » pour contribuer au financement. L'identité de ces deux acteurs reste pour l'instant confidentielle. La trajectoire de Tiris dépendra donc des prochaines étapes annoncées, mais aussi de la capacité de la nouvelle équipe dirigeante à les mener à bien. La décision finale d'investissement (FID) est attendue d'ici la fin de l'année et pourrait, en cas de concrétisation, ouvrir la voie au démarrage de la construction. Le projet dispose déjà de son permis d'exploitation, tandis que la convention minière signée en 2023 permet à l'État mauritanien de détenir jusqu'à 20 % de la future mine.

R.E

LIBYE

Le pays envisage le GNL pour sécuriser son approvisionnement électrique

Le gaz fournit déjà l'essentiel de l'électricité libyenne, mais son acheminement vers les centrales reste vulnérable aux pénuries et aux interruptions. Tripoli étudie désormais le recours au GNL, avec la possibilité d'une unité flottante de regazéification.

Par rédaction économique

La Libye dispose d'importantes ressources gazières et exporte une partie de sa production vers l'Europe, mais elle peine encore à garantir suffisamment de gaz à ses propres centrales électriques. Une commission gouvernementale étudie le recours au gaz naturel liquéfié (GNL) regazéifié pour mieux sécuriser l'approvisionnement électrique, et réduire l'utilisation du diesel ainsi que du fuel dans la production d'électricité. Lors d'une réunion tenue le lundi 28 septembre, la commission a examiné les besoins des centrales existantes, les infrastructures nécessaires à la réception et au transport du GNL ainsi que son raccordement au réseau gazier national. Une précédente réunion avait également évoqué l'installation d'une unité flot-

tante de stockage et de regazéification (FSRU) et une comparaison économique entre GNL, gaz produit localement et combustibles liquides.

Les fragilités d'un système basé sur le gaz naturel

Cette nouvelle orientation se profile dans un système électrique déjà largement dominé par le gaz naturel. Selon les dernières données détaillées de l'Energy Information Administration (EIA), le gaz naturel a fourni 70,9 % de l'électricité libyenne en 2022, contre 29 % pour le pétrole et ses dérivés. Le secteur électrique absorbait alors environ 85 % du gaz consommé dans le pays. La production nationale de gaz ne suffit toutefois pas toujours à satisfaire à la fois la forte demande intérieure et les engagements d'exportation. L'EIA relève également qu'une par-

tie du gaz associé à la production pétrolière ne peut être valorisée, faute d'infrastructures suffisantes pour le capter, le traiter et l'acheminer. Ainsi, environ 240 milliards de pieds cubes de gaz ont été brûlés à la torche ou évacués en 2023. Le recours au GNL permettrait donc d'ajouter une nouvelle source d'approvisionnement, en réduisant l'exposition du système au risque de pénurie ou difficultés d'approvisionnement du gaz produit localement. Le GNL permettrait aussi de limiter l'utilisation du pétrole brut ainsi que ses dérivés. Les autorités libyennes n'ont pas encore précisé l'origine du GNL envisagé, ni les volumes, le coût ou le calendrier. En attendant, la comparaison en cours avec le gaz local et les combustibles liquides devra déterminer si cette nouvelle voie d'approvisionnement est économiquement justifiée.

ÉGYPTE

Le Caire veut développer un modèle de « co-innovation » transfrontalier avec des pays du continent

L'Égypte ambitionne de consolider sa position de « tremplin » pour les entrepreneurs africains vers les marchés du Moyen-Orient et du reste du monde, a affirmé le ministre de la Planification et du Développement économique, Ahmed Rostom. L'économie égyptienne fait preuve de résilience, avec une croissance de 5,1 %, et offre un environnement favorable à la transformation des start-up en entreprises régionales et mondiales, a-t-il souligné. Rostom s'exprimait vendredi lors de sa participation à une table ronde de haut niveau intitulée « L'entre-

preneuriat en Afrique : opportunités et défis », organisée dans le cadre de la première édition du Forum d'affaires Alamein-Afrique, qui sera officiellement inauguré samedi par le président Abdel Fattah Al-Sissi et se tient actuellement à Al-Alamein du 2 au 4 octobre 2026. Lors de cette table ronde, le ministre a présenté la vision de l'Égypte en matière de développement de l'environnement de l'innovation, soulignant que le soutien aux jeunes entreprises n'était plus une option, mais était devenu un moteur essentiel de la transformation structurelle de l'économie, de l'améliora-

tion de la productivité et de la création d'emplois durables capables de rivaliser à l'échelle mondiale. La vision égyptienne va bien au-delà de la simple augmentation du nombre de start-up, a expliqué M. Rostom. Elle vise à construire un écosystème intégré garantissant la pérennité et l'expansion de ces entreprises et les reliant à des secteurs stratégiques tels que l'industrie manufacturière, l'intelligence artificielle (IA), les industries vertes et les technologies financières. Rostom a précisé que les réformes structurelles en cours avaient permis à l'économie égyptienne de ré-

sister aux défis régionaux et internationaux et de s'y adapter, avec un taux de croissance de 5,1 % au cours de l'exercice 2025-2026. Il a également souligné l'importance de la décentralisation de l'écosystème entrepreneurial, estimant que l'innovation ne devait pas se concentrer au Caire, mais s'étendre aux gouvernorats de Haute-Égypte, du Delta et de la région du canal de Suez, tout en facilitant l'accès des jeunes au financement et aux incubateurs d'entreprises dans ces gouvernorats. Source MENA

TUNISIE

Tunis enregistre un déficit commercial de 6 milliards \$ en huit mois

La hausse des importations, notamment de produits énergétiques et de biens d'équipement, a davantage pesé sur les échanges extérieurs tunisiens que la progression des exportations. L'écart entre les deux flux s'est ainsi accentué sur les huit premiers mois de 2026. Le déficit commercial de la Tunisie s'est creusé au cours des huit premiers mois de 2026, atteignant 17,8 milliards de dinars (environ 6,1 milliards de dollars), contre 14,6 milliards de dinars un an plus tôt. C'est ce que révèlent les données publiées le 12 septembre 2026 par l'Institut national de la statistique (INS). Cette détérioration s'explique principalement par la progression des importations, qui ont atteint 62,52 milliards de dinars, contre 56,01 milliards de dinars sur la même période en 2025. Elles ont notamment été tirées par les produits énergétiques, les produits alimentaires, les biens d'équipement, les biens de consommation ainsi que les matières premières et demi-produits. Dans le même temps, les exportations ont

progressé pour atteindre 44,67 milliards de dinars, contre 41,3 milliards de dinars un an plus tôt. Cette hausse a notamment été portée par les industries mécaniques et électriques, les industries agroalimentaires et le secteur de l'énergie. En revanche, « les exportations ont enregistré une baisse dans le secteur des mines, phosphates et dérivés (-12 %) ainsi que dans le secteur du textile, habillement et cuirs (-4,8 %) », précise le communiqué.

L'Union européenne reste le principal partenaire

L'Union européenne (UE) demeure le premier partenaire commercial de la Tunisie, représentant 70,2 % des exportations tunisiennes et 45,1 % des importations. Les principaux partenaires européens sont la France, l'Italie, l'Allemagne et la Bulgarie. Hors UE, les importations tunisiennes ont progressé en provenance de la Chine, de la Turquie et de l'Inde, tandis qu'elles ont diminué en provenance de la Russie et du Royaume-Uni.

Du côté des pays arabes, les exportations tunisiennes affichent des évolutions contrastées, avec une progression particulièrement marquée vers l'Égypte et l'Arabie saoudite, tandis qu'elles reculent vers le Maroc, l'Algérie et la Libye. Cette évolution intervient alors que la Tunisie fait face à un déficit commercial persistant. En 2025, le déficit commercial des marchandises s'est creusé de 13,4 %, selon la Banque mondiale. Par ailleurs, la croissance du produit intérieur brut a ralenti à 2,3 % au deuxième trimestre 2026 en glissement annuel, contre 2,6 % au premier trimestre. Elle a notamment été soutenue par l'agriculture, les services et la construction. Le contexte économique reste toutefois marqué par des contraintes persistantes en matière de financement extérieur et par l'absence de reprise, depuis 2023, des discussions entre la Tunisie et le FMI autour du programme de réformes économiques. Agence

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le marché du solaire hors réseau devrait croître de 450 % d’ici 2035

Alors que les réseaux électriques centraux restent globalement limités au sud du Sahara, le solaire hors réseau occupe une place croissante dans les stratégies d’électrification de la région et devient une alternative crédible aussi bien pour les ménages que pour les entreprises.

Synthèse R.E

Le marché du solaire hors réseau devrait croître de 450 % en Afrique subsaharienne d’ici 2035, grâce à une demande croissante tirée par la défaillance chronique des réseaux électriques nationaux, à la baisse des coûts des équipements et à l’émergence d’une nouvelle vague de financements privés, selon un rapport publié le 23 septembre 2026 par le cabinet de recherche et de conseil Wood Mackenzie. Intitulé « Off-grid solar PV in Sub-Saharan Africa: A multi-gigawatt growth opportunity », le rapport précise que le solaire hors réseau devient discrètement le principal moteur d’électrification dans la région, alors que les réseaux nationaux, qui étaient censés desservir les quelque 600 millions de personnes privées d’accès à l’électricité, ne suivent pas le rythme de la croissance démographique. Le Nigeria et le Kenya constituent les deux principaux épicentres de la demande en solaire hors réseau en Afrique subsaharienne. À lui seul, le Nigeria devrait concentrer près de 35 % des installations solaires hors réseau dans la région d’ici 2035. Depuis la suppression des subventions sur les carburants dans ce pays d’Afrique de l’Ouest en 2023, l’autoproduction d’électricité au diesel est devenue extrêmement coûteuse, et le solaire en tant que service (solar-as-a-service) est désormais plus compétitif. Pour un utilisateur commercial ou industriel, remplacer ne serait-ce qu’un quart de sa charge par du solaire génère des économies

immédiates, de nombreux développeurs fournissant le système photovoltaïque sans coût initial. Le solaire en tant que service est un modèle économique dans lequel le consommateur profite de l’électricité solaire sans acheter ni posséder les panneaux. Une entreprise spécialisée finance, installe et entretient l’équipement, tandis que l’utilisateur paie l’énergie produite au kilowattheure consommé ou via un abonnement fixe mensuel. Au Kenya, marché le plus mature du continent, la croissance du solaire hors réseau n’est plus tirée par le premier accès à l’électricité, mais par l’optimisation des coûts. Avec l’extension du réseau électrique national et l’adoption des règles de facturation nette (déduction du surplus d’énergie produit par les panneaux et injecté sur le réseau public de la consommation globale), la demande kényane passe du solaire hors réseau comme source de premier accès vers un usage hors réseau appliqué là où cela fait sens commercial.

Des coûts de financement toujours élevés

Le rapport souligne d’autre part que la République démocratique du Congo est également en passe de devenir un « hotspot » du solaire hors réseau en Afrique subsaharienne, grâce à l’un des portefeuilles de projets solaires liés à l’industrie minière les plus solides de la région. Depuis l’été 2026, le complexe cuprifère de Kamoa-Kakula est desservi par une centrale intégrée de 233 mégawatts-crête (MWc) mêlant

solaire et stockage. Cela montre ce qui est désormais possible : une énergie renouvelable qui rivalise avec le diesel et le remplace dans l’industrie lourde. L’exploitation minière dans la ceinture de cuivre étant une source importante d’émissions de gaz à effet de serre, l’opportunité de remplacer la production d’électricité à partir de sources fossiles sur site est immense. Par ailleurs, les modules solaires sont devenus trop bon marché pour être ignorés. Les pays d’Afrique subsaharienne, hors Afrique du Sud, ont importé plus de 27 GW de modules depuis 2022, et la baisse des coûts des modules soutient cette tendance tout au long de la décennie en cours. De plus, l’empilement de valeur (value stacking), qui consiste à superposer financement, équipements et services à la vente d’énergie, transforme le solaire hors réseau d’un simple produit en un modèle économique plus rentable, rendant davantage de déploiements bancables. Wood Mackenzie indique cependant que le coût du financement demeure le principal frein à un déploiement plus rapide du solaire hors réseau en Afrique subsaharienne. La dépréciation des devises africaines et des taux d’intérêt à deux chiffres maintiennent un coût du capital élevé. Dans ce contexte, l’installation de plusieurs gigawatts de capacités solaires hors réseau ne dépendra pas de la demande, qui ne fait aucun doute, mais de l’émergence de modèles de financement privés et mixtes (blended finance) efficaces.

UGANDA

Fine Spinners prévoit d’investir 420 millions \$ dans le coton-textile

L’Ouganda cherche à accroître la part de son coton transformée localement, alors que la majeure partie de la fibre produite dans le pays est encore exportée. L’investissement envisagé par Fine Spinners s’inscrit dans cette volonté de développer les capacités de transformation et de production textile. La société Fine Spinners Uganda Ltd envisage d’investir 420 millions \$ à Gulu, dans le nord de l’Ouganda, pour développer ses activités dans le coton et le textile. Le projet a été présenté le lundi 28

septembre à la ministre ougandaise des Finances, Hajjat Aminah Mukalazi, lors d’une rencontre avec une délégation conduite par le président de l’entreprise, Jas Bedi. Selon la ministre, cet investissement devrait contribuer à renforcer la chaîne de valeur du coton en développant la transformation locale et les activités manufacturières. « Cet investissement a le potentiel de renforcer la chaîne de valeur du coton, de soutenir la valeur ajoutée et de créer davantage d’opportunités pour les Ougandais dans la production, la transformation et l’industrie manu-

facturière », a déclaré Aminah Mukalazi. Lors de la rencontre, les représentants de Fine Spinners ont également abordé les enjeux liés à l’intégration régionale et à la facilitation des échanges. Ils ont notamment appelé à la réduction des barrières commerciales afin de fluidifier la circulation des marchandises et de faciliter l’accès aux marchés africains.

Développer la transformation locale

Le projet intervient alors que l’Ou-

ganda cherche à développer davantage la transformation de sa production cotonnière. Selon le ministère des Finances, environ 90 % de la fibre de coton produite dans le pays est exportée, tandis que le marché local reste largement dépendant des importations de fils et de produits textiles. Les capacités industrielles demeurent limitées, avec moins de 30 000 broches de filature et une production quotidienne de moins de 500 000 mètres de tissu.

Agence

NIGERIA

La traçabilité du bétail au cœur des discussions avec l’ONUDI

Au Nigeria, l’élevage contribue à hauteur de 6 % au PIB et représente près de 25 % du PIB agricole. Comme dans plusieurs pays de la sous-région, la traçabilité apparaît comme un outil pour renforcer la surveillance sanitaire du cheptel et améliorer la gestion du secteur. Au Nigeria, le ministère du Développement de l’élevage a entamé, le mardi 29 septembre à Abuja, des discussions avec des représentants de l’Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) sur plusieurs domaines de collaboration technique, dont le renforcement de l’identification et de la traçabilité du bétail. Selon un communiqué publié sur le site dudit ministère, Abuja cherche, à travers

ce rapprochement, à tirer profit de l’expérience de l’organisation onusienne dans le déploiement de technologies numériques d’identification et de traçabilité du bétail, comme les boucles d’identification et les micropuces. S’exprimant sur le sujet, Adalberto Carvalho Santos Vieira, responsable régional de programme de l’ONUDI, estime que ces outils pourraient permettre de relier l’identification des animaux à des bases de données afin de renforcer la santé animale, la confiance des consommateurs et l’accès aux marchés d’exportation.

Une expérience déjà mise à contribution ailleurs en Afrique

Le rapprochement avec l’ONUDI n’est pas

anodin. Dans une communication publiée le 14 avril 2026, l’organisation onusienne indique avoir contribué à la mise en place, en Éthiopie, d’un système d’identification et de traçabilité du bétail (LITS), dans le cadre d’un projet lancé en 2021 avec la Chine et les autorités éthiopiennes. Le dispositif repose sur des boucles auriculaires associées à une technologie mobile. En scannant l’identifiant d’un animal, les utilisateurs peuvent notamment accéder à sa date de naissance, à son historique de vaccination et à ses données sanitaires. Le système permet ainsi d’enregistrer, de suivre et de vérifier les animaux tout au long de leur cycle de vie. Selon l’ONUDI, le dispositif est déployé dans 21 districts et 200 communautés et

devrait bénéficier à plus de 100 000 éleveurs pastoraux. L’organisation souligne également que l’identification des animaux contribue à renforcer la confiance des acheteurs et peut faciliter l’accès des éleveurs à l’assurance et au crédit. L’intervention de l’ONUDI ne se limite toutefois pas à la traçabilité. Des laboratoires ont été équipés pour améliorer les capacités de diagnostic et détecter notamment les résidus de médicaments vétérinaires. Depuis 2021, plus de 1 132 personnes ont également été formées à l’inspection des viandes, à l’analyse en laboratoire, à la gestion des abattoirs et aux systèmes numériques appliqués à l’élevage.

R .E

SÉNÉGAL

La connectivité et la cybersécurité au cœur d’un accord avec Nokia

Avec son New Deal Technologique, le Sénégal a fixé plusieurs priorités pour moderniser son écosystème numérique d’ici 2029. Le programme accorde notamment une place importante aux infrastructures, à la sécurité des réseaux et au développement des compétences. Le Sénégal a annoncé le mercredi 30 septembre la signature d’une convention de partenariat avec l’équipementier finlandais Nokia. L’accord, conclu par le ministère des Télécommunications et du Numérique, vise à renforcer leur coopération dans plusieurs domaines, notamment la connectivité, la résilience des réseaux et la cybersécurité. Il couvre également les services publics numériques, l’innovation et le développement des compétences. La convention prévoit la sélection de projets prioritaires, dont les modalités de mise en œuvre seront précisées conjointement par les deux parties. Les initiatives retenues pourront ensuite faire l’objet d’accords spécifiques.

Une coopération déjà engagée sur plusieurs fronts

Cette nouvelle convention intervient après plusieurs collaborations de Nokia avec des acteurs sénégalais. L’équipementier travaille notamment avec Sonatel, avec laquelle il avait réalisé un test de la 5G à Saly le 14 décembre 2021, dans le cadre des expérimentations menées par l’opérateur. En 2026, le groupement Groupe Univers Telecom/Nokia a été proposé pour l’attribution provisoire d’un marché de Sénégal Numérique portant sur des équipements de transmission en fibre optique et IP, avec une offre de 5,64 millions d’euros pour le lot 1. La nouvelle convention élargit cette coopération à la cybersécurité, aux services publics numériques et au développement des compétences. Elle prévoit notamment le transfert de savoir-faire et des actions en faveur de la création de valeur locale. Elle s’inscrit dans le cadre du New Deal technologique, la stratégie numérique lancée par le Sénégal en février 2025 pour accélérer la numérisation de l’administration, développer les infrastructures et renforcer la souveraineté numérique du pays. Le plan comprend 12 programmes et 50 projets prioritaires sur la période 2025-2029.

Agence

Il ne fallait pas enterrer les colombes

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6481	133.6631
1	EUR	EURO		151.0357	151.0660
1	GBP	POUND STERLING		176.8534	176.9201
100	JPY	JAPANESE YEN		84.3685	84.4046
1	CNY	CHINESE YUAN		19.9338	19.9363
1	CHF	SWISS FRANC		160.2880	160.3444
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.8276	93.8645
1	DKK	DANISH KRONE		20.2047	20.2073
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.3003	13.3124
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.8480	13.8702
1	AED	UAE DIRHAM		36.3896	36.3957
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5873	35.5917
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.9224	434.1120
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.8751	45.3261
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.8033	13.8049
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8100	20.9166
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3362	3.3466
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.7415	181.7415

POUR "RENFORCER SA POSITION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE"

L'Argentine va offrir la citoyenneté aux étrangers qui y investissent au moins 310.000 euros

Les États-Unis faisaient pression sur l'Europe depuis plusieurs jours pour qu'elle libère une partie de ses stocks d'urgence afin de calmer les cours.

Cette mesure intervient au moment où l'Argentine a annoncé la levée des restrictions aux achats de terres par les étrangers, une mesure très contestée décidée par le président ultralibéral Javier Milei en 2023. L'Argentine a annoncé ce vendredi 2 octobre qu'elle accorderait la citoyenneté aux étrangers intéressés qui y investissent au moins 350.000 dollars (soit 310.000 euros environ), un programme qui sera opérationnel fin 2026. Malgré un climat qui lui est favorable, en 2025 l'investissement étranger direct en Argentine a été le plus faible parmi les principales économies d'Amérique latine, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Programme d'obtention de la citoyenneté en échange d'un "investissement" annoncé par le gouvernement propose "deux mécanismes simples et transparents" : "effectuer une contribution directe et non remboursable au Trésor national de 350.000 dollars ou souscrire à un titre public de 800.000 dollars créé spécifiquement" à cette fin, selon un communiqué officiel. "Un processus d'évaluation rigoureux" Le plan étend le bénéfice aux conjoints et



aux enfants des demandeurs en échange d'une contribution de 100.000 dollars au Trésor national et de 25.000 dollars s'il s'agit de mineurs de moins de 18 ans. "Les ressources obtenues seront destinées à continuer de renforcer la position budgétaire et financière de la République argentine", explique le communiqué. Le dispositif "prévoit un processus d'évaluation rigoureux (...) garantissant la tra-

çabilité des fonds, la prévention du blanchiment de capitaux et la sécurité nationale", a indiqué le ministère de l'Économie sur X. Le ministre compétent, Luis Caputo, a précisé sur le même réseau social que l'initiative garantit "transparence financière et gestion des risques, en conformité avec les recommandations de l'OCDE et du GAFI", le Groupe d'action financière internationale du G7 contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La mesure coïncide avec la levée des restrictions aux achats de terres par les étrangers, une mesure très contestée décidée par le président ultralibéral Javier Milei en 2023 abrogeant le plafond de 15% prévu par la loi. Une manifestation est prévue la semaine prochaine contre cette initiative, que l'opposition cherche à bloquer au Parlement. L'obtention de la citoyenneté argentine en échange d'un investissement a été annoncée dans le cadre de la visite du président argentin en France à l'occasion de l'"Argentina Week", un forum lors duquel le géant français des hydrocarbures TotalEnergies a annoncé jeudi un investissement de 10 milliards de dollars en Patagonie. Agence

AU TROISIÈME TRIMESTRE, LA CROISSANCE DU VIETNAM FRÔLE LES 10% Son niveau le plus élevé en 15 ans

La croissance trimestrielle du Vietnam s'est établie à 9,95%, faisant du pays l'un des meilleurs élèves en la matière dans le monde. La croissance trimestrielle du Vietnam, bon élève des économies asiatiques, a bondi à 9,95 % sur la période juillet-septembre, contre 8,81 % au cours des trois mois précédents, atteignant ainsi son rythme le plus rapide en quatre ans, selon des données gouvernementales. Sur les neuf premiers mois de 2026, la croissance s'est établie à 9,01 %, son niveau le plus

élevé pour cette période en 15 ans, a indiqué l'Office national des statistiques. Les exportations ont augmenté de 24,5 % sur un an, tandis que les importations ont progressé de 36,7 %. Le Vietnam a enregistré une croissance annuelle de 8 % l'an dernier, l'une des plus élevées au monde malgré de nouveaux droits de douane imposés par son principal marché d'exportation, les États-Unis. "Poursuite de l'expansion manufacturière"

À la fin du mois dernier, la Banque asiatique de développement a relevé sa prévision de croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) pour 2026 à 7,8 %, contre 7,2 % anticipés en juillet. Cette révision était "soutenue par la poursuite de l'expansion manufacturière, la vigueur de la consommation intérieure et le maintien de l'investissement direct étranger", a-t-elle indiqué. Après 40 ans de production exclusive en Thaïlande, Pandora se tourne vers le Vietnam pour accélérer

son développement en Asie et séduire les jeunes consommateurs avec des diamants de laboratoire. Mais un affaiblissement de la demande mondiale et les incertitudes géopolitiques pourraient peser sur la croissance, a-t-elle averti. Le Vietnam est depuis longtemps un exemple de réussite parmi les économies asiatiques, et son gouvernement communiste vise une expansion à deux chiffres pour les cinq prochaines années.

AUTRICHE

La banque centrale autrichienne prévoit une amélioration des perspectives économiques, perceptible dès l'année prochaine

La banque centrale autrichienne prévoit une amélioration des perspectives économiques, perceptible dès l'année prochaine. La banque centrale d'Autriche a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour le pays en 2026 en raison d'un premier semestre plus faible que prévu, mais les a relevées pour l'année prochaine alors que les perspectives s'améliorent, a-t-elle déclaré vendredi. Dans une mise à jour de ses dernières prévisions économiques publiées en juin, la Banque nationale d'Autriche

(OeNB) a indiqué qu'elle table désormais sur une croissance du produit intérieur brut de 0,5 % cette année, soit 0,1 point de moins que ses prévisions précédentes. Elle a toutefois relevé sa prévision pour 2027 à 1,3 %, contre 1,1 % auparavant. "Malgré la guerre au Moyen-Orient et la sécheresse de cet été, les perspectives économiques pour le S2 2026 se sont améliorées", a déclaré l'OeNB dans un communiqué. "Le commerce mondial a progressé plus fortement que prévu, ce qui devrait également profiter au secteur autri-

chien de l'exportation. Parallèlement, la situation des carnets de commandes et le moral du secteur manufacturier national se sont améliorés", a-t-elle précisé, ajoutant que les effets de ces facteurs se feraient principalement sentir l'année prochaine. La banque centrale a abaissé sa prévision d'inflation autrichienne selon l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) à 3 % cette année contre 3,2 %, et à 2,3 % l'année prochaine contre 2,4 %.

Agence

JAPON

Inflation renforcée

En août, les pressions inflationnistes se sont renforcées. L'indice des prix à la production des services a crû de +3,7 % sur un an (+0,1 pp sur un mois), enregistrant sa plus forte accélération depuis juin 2024. Cette hausse a été portée par les tarifs du fret, de la publicité et des locations, témoignant d'une diffusion plus large des tensions sur les prix et d'une répercussion accrue de la hausse des coûts salariaux. Pour la métropole de Tokyo, l'inflation core (hors énergie et alimentation) s'est élevée à +2,7 % (+0,9 pp). Les anticipations d'inflation demeurent par ailleurs supérieures à la cible de 2 % : les entreprises projettent ainsi une inflation de +2,6 % à horizon trois ans et de +2,5 % à cinq ans, selon l'enquête Tankan de septembre de la Banque du Japon (BoJ). Celle-ci relève également la progression continue de la confiance des grandes entreprises manufacturières, en hausse pour le 6ème trimestre consécutif, avec un indice Tankan passant de 22 à 24, soit son niveau le plus élevé depuis plus de 8 ans. Ces données confortent les anticipations d'une nouvelle hausse du taux directeur de la BoJ d'ici la fin de l'année 2026.

R.E

CORÉE DU SUD Formation en IA

Le Ministère des Sciences et des technologies (MSIT) a lancé conjointement, le 29 septembre, les programmes « AI-Centered Universities » et « AX Graduate Schools », visant à accélérer la formation universitaire dans l'IA. Dans le cadre du premier programme, 18 universités, dont celles de Yonsei et Hallym, ainsi que des établissements situés hors de la région métropolitaine de Séoul, ont été retenus pour bénéficier d'environ 2 Mi USD d'allocations par an pendant huit ans. Le programme « AX Graduate Schools » porte, quant à lui, sur 15 universités, qui recevront également 2 M USD par an pendant six ans, pour former des spécialistes sectoriels de l'IA. Une trentaine d'entreprises, dont Samsung Electronics, Hanwha Aerospace, POSCO Holdings, Doosan Robotics et LG D&A, sont associées à ces programmes afin de renforcer les coopérations entre universités, régions et entreprises. Ces annonces font suite à l'inauguration au sein de l'Université nationale de Séoul d'un institut de recherche consacré aux semi-conducteurs et à l'IA par le MSIT et s'inscrivent dans la stratégie sud-coréenne de déploiement des technologies d'avenir. À noter qu'en soutien aux investissements stratégiques axés sur les mégaprojets, l'IA et les « 7SEEDs », le budget 2027 du MSIT devrait atteindre 21,6 Mds USD, en hausse de +24,5 % par rapport au budget 2026, déjà en hausse de +12,9 % par rapport à l'année précédente.

Agence

Un membre présumé de ShinyHunters arrêté en Jordanie aide le FBI

Arrêté le 29 septembre par les autorités jordaniennes, Saif al-Din Khader aide aujourd'hui le FBI à retrouver les autres membres de ShinyHunters. Il y a quelques jours, ce groupe d'extorsion a revendiqué le vol des données de l'ensemble des employés du bureau fédéral, dossiers médicaux et psychiatriques compris.

Trois personnes au fait du dossier ont confirmé cette arrestation à Reuters hier, sans préciser où le jeune homme est détenu. D'après deux d'entre elles, Saif al-Din Khader coopère avec le FBI, et il a guidé les enquêteurs dans ses appareils électroniques et ses correspondances numériques pour remonter jusqu'à ses complices. Les pirates disent être entrés dans le portail de recrutement du bureau en contournant le pare-feu installé devant son serveur Oracle PeopleSoft. D'après l'échantillon analysé par l'agence de presse, les fichiers volés contiennent des informations médicales et psychiatriques sur les agents et des précisions sensibles sur les fonctions de certains employés. Les enquêteurs du FBI peuvent désormais compter sur Saif al-Din Khader pour limiter les dégâts, ou du moins les comprendre, alors que les membres de ShinyHunters leur échappent depuis des années.

Deux arrestations en deux semaines chez ShinyHunters

Avant l'interpellation de Saif al-Din Khader, la police néerlandaise a arrêté à Amsterdam, le 15 septembre, un homme de 24 ans dans le cadre d'une enquête sur ShinyHunters. Il s'agit de Pepijn van der Stap, d'après le journaliste Brian Krebs et le site DataBreaches. Sept jours plus tard, le groupe a revendiqué l'intrusion dans les systèmes du FBI, avec 2 à 3 To de données volées à la clé. Pour ShinyHunters, ce piratage était une riposte à un avis du FBI. Dans ce texte, le bureau accusait le groupe d'exagérer ses accès pour extorquer de l'argent à ses victimes, et les pirates lui ont



laissé une semaine pour le retirer. Après l'arrestation aux Pays-Bas, Brett Leatherman, directeur adjoint de la division cyber du FBI, a sommé les autres membres du groupe de se rendre. « Plus vous restez ici, plus nous en apprenons sur vous. Je vous suggère de prendre contact en premier, tant que vous avez encore le choix », a-t-il averti. Mardi 29 septembre, jour où Saif al-Din Khader aurait été placé en détention, un affilié présumé de ShinyHunters a fermé son compte de messagerie, et le principal porte-parole du groupe a cessé de répondre aux journalistes de Reuters et de BleepingComputer. Le lendemain, le site du groupe sur le dark web a été mis hors ligne, et Kash Patel, directeur du FBI, a écrit sur X que « d'autres arrestations sont possibles ». Interrogé, le bureau a refusé d'évoquer

une arrestation précise, mais il a promis de « népargner aucun moyen pour traduire en justice chacun des responsables ». Dans leur dernier courriel à Reuters, les opérateurs de ShinyHunters ont adopté un ton conciliant. « Nous ne souhaitons pas d'escalade », ont-ils écrit, en ajoutant que l'agence pouvait comprendre que « ShinyHunters renonce complètement ». Jeudi 1er octobre, un nouveau site de fuite de données a cependant été mis en ligne au nom du groupe, et d'autres membres continuent donc probablement l'extorsion, d'après BleepingComputer.

Saif al-Din Khader, un pirate repéré depuis 2025

Saif al-Din Khader est lié à plusieurs fuites de données depuis début 2025. En février de cette année-là, il a diffusé 6,5

Go de documents volés à la filiale roumaine d'Orange. À l'époque, il appartenait au groupe de rançongiciel HellCat, mais il a affirmé à BleepingComputer avoir mené cette attaque seul.

Le pirate a ensuite obtenu des droits d'administrateur sur les canaux Telegram de Scattered Lapsus\$ Hunters. ShinyHunters fait partie de ce collectif apparu en 2025, dont les membres ont revendiqué en septembre de la même année la cyberattaque contre Jaguar Land Rover. Le constructeur a dû interrompre sa production pendant des semaines, pour un coût de plus de 220 millions de dollars.

Deux mois plus tard, Brian Krebs a établi l'identité du pirate après avoir analysé des journaux de logiciels voleurs d'informations et échangé avec lui sur Signal. D'après le journaliste, Saif al-Din Khader avait 15 ans et vivait à Amman, en Jordanie. Il a juré avoir pris ses distances avec le groupe. « Je coopère déjà avec les forces de l'ordre.

En fait, je leur parle depuis au moins juin », a-t-il écrit, sans que Brian Krebs puisse vérifier ces affirmations. ShinyHunters a malgré tout poursuivi ses attaques en 2026.

En avril, le groupe a volé des millions de documents commerciaux à Rockstar Games, puis il s'en est pris à la plateforme éducative Canvas, au point de perturber en mai les cours de milliers d'écoles américaines.

Les polices du monde entier ont du mal depuis des années à arrêter les membres de ces groupes. Avec des pirates aussi jeunes, les poursuites sont complexes, ont expliqué des sources à Reuters, d'autant que les victimes d'extorsion refusent souvent d'aider les enquêteurs.

Une faille de ChatGPT sur Mac exposait vos conversations et vos sessions de navigateur

Un programme malveillant installé sur un Mac pouvait prendre la main sur l'application ChatGPT pour lire l'historique des conversations et puiser dans les sessions du navigateur. OpenAI a corrigé la faille le 25 septembre. Une semaine plus tard, Apple a annoncé un tour de vis sur les autorisations accordées aux logiciels de macOS. Patrick Wardle a fondé Objective-See et traque depuis des années les failles du système d'Apple. Ces derniers mois, le chercheur a étudié de près les assistants IA installés sur Mac, auxquels leurs propriétaires confient leurs fichiers et leur navigateur. « Les agents ont besoin de nombreux droits d'accès pour fonctionner. Ils sont comme le concierge d'un immeuble qui possède les clés de toutes les pièces », a-t-il expliqué à WIRED. Dès qu'un pirate détourne l'un de ces logiciels, il récupère donc tout le trousseau. Dans l'application ChatGPT pour Mac, un simple interprète de scripts était le maillon faible.

Trois lancements pour tromper les contrôles de ChatGPT

OpenAI a découpé son application pour macOS en plusieurs composants signés. Leurs signatures nu-

mériques sont vérifiées jusqu'à trois niveaux de processus en amont de chaque requête, afin qu'aucun logiciel extérieur ne détourne l'un d'eux au service de ses propres ordres. L'équipe d'Objective-See a constaté qu'une liste de commandes non fiable pouvait être confiée à l'interprète de scripts, puis injectée dans le processus principal de ChatGPT. À cette étape, seuls le processus parent et le grand-parent étaient examinés. « Le script malveillant se contente de lancer l'interprète trois fois avant d'effectuer la requête, de manière à satisfaire les exigences », a précisé le chercheur. Il lui a fallu une douzaine de lignes de code pour écrire sa preuve de concept, et la faille était à ses yeux « incroyablement facile » à exploiter. Une fois dans la place, l'attaquant lisait l'intégralité des conversations stockées par ChatGPT et pouvait ordonner à l'application d'ouvrir un navigateur ou d'autres applications sensibles. Pour macOS, ces requêtes étaient des instructions légitimes du logiciel d'OpenAI, si bien que la victime ne recevait aucune alerte. Le 25 septembre, OpenAI a signalé la faille et son correctif dans le journal des modifications de l'application, avec la version 26.924.20706. «



Nous continuons à faire évoluer nos pratiques de sécurité, mais nous reconnaissons la nécessité d'aller plus vite », a déclaré à WIRED Shane Bauer, porte-parole de l'entreprise. Aucune exploitation antérieure au correctif n'a été mentionnée par la société. OpenAI étudie encore un nouveau rapport de Patrick Wardle, consacré à l'intégration de ChatGPT avec ses

agents IA dots, qu'on vous a présentés fin septembre, après vous avoir révélé, quelques jours plus tôt, que le chercheur avait repéré un jeton d'authentification mal protégé dans la fonction de dictée de l'assistant Muse de Meta. Un attaquant local pouvait le récupérer pour accéder aux données de sa cible, jusqu'au correctif de Meta.

Des fonctions de ChatGPT de plus en plus intrusives

En 2024, les conversations de ChatGPT étaient stockées en clair sur le disque, avant qu'OpenAI ne les chiffre, et au printemps, l'entreprise a dû renouveler ses certificats de signature macOS après une attaque contre la bibliothèque Axios. L'éditeur n'a pas pour autant fermé son application dans le bac à sable (sandbox) qu'Apple recommande pour les logiciels qui manipulent des données privées. Beaucoup d'utilisateurs lui ont accordé l'accès complet au disque pour automatiser leurs tâches. En août, OpenAI a ajouté l'option Historique de l'ordinateur. Si l'utilisateur l'active, ses clics et ce qu'il tape au clavier sont enregistrés, puis condensés en résumés par les serveurs de l'entreprise. D'après Cyber-

security News, ces résumés sont stockés dans des fichiers Markdown non chiffrés, que n'importe quel programme lancé sous sa session peut lire. Quant aux données brutes, elles sont conservées jusqu'à 48 heures sur la machine, le temps que les serveurs les traitent. « Les entreprises spécialisées en IA sont actuellement obsédées par l'ajout de nouvelles fonctionnalités. Mais comme toujours, plus il y a de fonctionnalités, plus la surface d'attaque est grande », a prévenu Patrick Wardle. Pour le spécialiste de macOS, la sécurité est « encore souvent reléguée au second plan ». Le 2 octobre, Apple a annoncé que l'utilisateur devrait confirmer plus explicitement son choix avant d'accorder ce niveau d'autorisation à une application. « Certains développeurs utilisent l'accès complet au disque d'une manière qui pourrait mettre les utilisateurs en danger », a averti la firme de Cupertino, pour qui ce danger augmentera à mesure que les agents IA gagneront en autonomie. Apple n'a fixé aucune date pour ce changement. En novembre, à la conférence Objective by the Sea, le fondateur d'Objective-See présentera ses analyses d'autres failles dans des applications IA pour macOS.

DANS UNE GRANDE ÉTUDE SUR LA FIABILITÉ

Trois voitures allemandes et une française déçoivent

Acheter un véhicule allemand ou un modèle tricolore ne met pas à l'abri des pannes à répétition. C'est le constat sans appel dressé par la grande enquête de fiabilité 2026 menée par nos confrères britanniques de What Car ?. Entre bugs électroniques insolubles, boîtes de vitesses capricieuses et délais d'immobilisation interminables en atelier, le Volkswagen Tiguan et le Renault Arkana figurent parmi les plus mauvais élèves du marché. Mais des productions britanniques, japonaises ou chinoises se retrouvent également mal classées dans cette étude basée sur les réponses de 30 000 automobilistes outre-Manche.

Évaluer la fiabilité de toutes les voitures du marché ? Cela relève de la mission impossible. Les statistiques de pannes d'un modèle sont des données jalousement gardées par les constructeurs automobiles, et les informations recueillies auprès des propriétaires sont toujours parcellaires. Sur-tout que les mécontents se font généralement beaucoup plus entendre que les satisfaits, en multipliant parfois les canaux de communication. Toutes les études consacrées à ce vaste sujet doivent donc être prises avec des pincettes. Mais elles peuvent se révéler assez instructives malgré tout quand elles sont menées avec suffisamment de sérieux.

Pourquoi cette nouvelle étude sur la fiabilité est-elle intéressante ?

Dans ce domaine, au Royaume-Uni, l'enquête menée chaque année par le magazine britannique What Car ? fait partie des plus réputées. Son édition 2026, publiée récemment, s'appuie sur les réponses de près de 30 000 conducteurs. Même si c'est insuffisant pour être réellement exhaustif, cela permet déjà d'obtenir des résultats significatifs. Cette analyse est d'autant plus intéressante que la plupart des modèles commercialisés outre-Manche sont également vendus chez nous, avec les mêmes motorisations qui plus est. Cela fait une sacrée différence avec certaines études américaines dont nous vous parlons aussi de temps en temps. Ces dernières portent en effet généralement sur des véhicules inconnus ou marginaux dans l'Hexagone. Elles peuvent donner de précieuses informations sur l'importance accordée à la fiabilité par certaines marques, comme Toyota et Lexus, champions des voitures capables de dépasser les 400 000 km. Mais le bilan individuel des modèles présents en Europe peut rester très différent de celui des modèles spécifiques à l'Amérique du Nord, comme les énormes pick-up typiquement US.

Cela ne signifie toutefois pas que les résultats de l'étude de What Car ? soient entièrement transposables à la France. La répartition des ventes diffère en effet fortement entre ces deux marchés. Au Royaume-Uni, Peugeot, Renault ou Citroën sont par exemple beaucoup moins populaires que dans leur pays natal. Leurs propriétaires ne sont donc pas forcément toujours très nombreux à avoir répondu à cette enquête, ce qui peut conduire à passer au travers de certains problèmes. Vos contributions à notre formulaire fiabilité demeurent donc toujours indispensables pour compléter ce genre d'étude, qui n'a pas vraiment d'équivalent dans l'Hexagone.

Quel est le plus mauvais élève dans cette étude sur la fiabilité ?

Les deux plus mauvais élèves de ce classement What Car ? sont d'ailleurs des modèles pour lesquels nous avons reçu quelques témoignages plutôt négatifs. Un possesseur de l'actuel Volkswagen Tiguan nous avait même dit avoir demandé à le faire remplacer par un ancien T-Roc de la gamme inférieure tant il était lassé de subir des bugs électroniques a priori insolubles !



Retrouver ce SUV compact à la dernière place ne nous étonne donc pas totalement. 50 % des propriétaires qui ont répondu à ce sondage déplorent ainsi des problèmes électriques sans lien avec le moteur, et 30 % se plaignent de dysfonctionnements du système multimédia.

Ce dernier point a été souvent critiqué sur les productions du groupe Volkswagen depuis quelques années. Des soucis sur la carrosserie, les freins, la batterie 12 volts ou la boîte de vitesses DSG, parfois source de pannes onéreuses, ont également été évoqués. Heureusement, 27 % de ces défauts ont été corrigés le jour-même, et ils ont quasiment tous été pris en garantie. Mais dans 44 %, il a tout de même fallu attendre plus d'une semaine pour qu'une solution soit apportée aux clients. De quoi valoir un "bonnet d'âne" à cette troisième génération de Tiguan.

Pourquoi le Renault Arkana se retrouve-t-il aussi mal classé ?

La deuxième place en partant de la fin revient ici à une production française... ou presque : le Renault Arkana. On rappellera en effet que ce SUV-coupé était assemblé en

Corée du Sud. Même s'il n'était pas prévu pour l'Europe au départ, il y aura connu un joli succès commercial. Hélas, comme tous les premiers modèles hybrides du Losange, il n'a pas été épargné par les dysfonctionnements sur sa boîte de vitesses très spéciale. Mais son mauvais classement s'explique aussi par des problèmes électriques, de suspension ou encore au niveau de la climatisation et de l'alimentation en carburant. La marque au Losange a d'ailleurs proposé des correctifs pour les deux derniers points... sans toutefois organiser de vraies campagnes de rappel. Certains propriétaires qui ne sont pas forcément restés fidèles au réseau ont ainsi pu être oubliés. La majorité des défauts mentionnés ici ont cependant été rectifiés gratuitement. Renault se montre souvent assez généreux sur les indemnités hors garantie, ce qui l'a aidé à conserver sa première place dans notre dernière enquête sur le service après-vente. Mais ça ne suffit pas toujours à faire oublier des délais de prise en charge trop longs : 78 % de ces anomalies ont demandé plus d'une semaine pour être rectifiés.

Deux autres productions allemandes qui déçoivent

L'achat d'un modèle "premium" ne suffit pas forcément à être plus tranquille. La troisième place de ce "podium des cancre" est ainsi occupée par le grand SUV Mercedes GLE, qui peut souffrir notamment de problèmes moteur, électriques ou au niveau de l'habillage intérieur. Plus gênant encore : contrairement aux Arkana et Tiguan, ici, plus de 29 % des propriétaires se plaignent d'avoir eu à régler au moins une facture de réparation de plus de 1 500 livres (environ 1 700 €). Une mésaventure qui peut souvent arriver quand on jette son dévolu sur un véhicule haut de gamme d'occasion assez âgé et kilométré.

On retrouve ensuite une autre Volkswagen à la quatrième position, l>ID.4, et il s'agit cette fois d'une voiture électrique. Un type de motorisation pourtant plus simple et donc souvent plus fiable que le thermique. Mais ici, près de 20 % des répondants ont rencontré un dysfonctionnement sur le moteur électrique. Comme sur le Tiguan, les soucis d'électricité et de multimédia ont également été nombreux. Un constat loin d'être étonnant compte tenu des débuts compliqués de la compacte ID.3, bâtie sur la même plateforme MEB.

Le manque d'endurance de la batterie 12 volts est aussi déploré, comme sur beaucoup de modèles électriques ou hybrides, tout comme des problèmes de freins, de suspension, de direction ou de carrosserie. Dans 66 % des cas, il a fallu en outre patienter plus d'une semaine. Mais le fait que 87 % des réparations n'aient rien coûté au client aide tout de même le modèle à sauver la face.

La non-fiabilité n'est pas une affaire de nationalité

Les voitures allemandes ne sont donc clairement pas à la hauteur de leur réputation souvent (trop) flatteuse dans cette étude de What Car ? D'autant que les anciens BMW X3 et Volkswagen Tiguan, dans leurs versions essence, figurent également parmi les dix plus mal classés. Mais le franco-coréen Renault Arkana n'est pas le seul à faire une contre-performance en cette compagnie. La suite du palmarès des plus mauvais élèves comporte aussi deux SUV britanniques très proches techniquement, les Land Rover Discovery Sport et Range Rover Evoque, un crossover japonais produit au Royaume-Uni, le Nissan Qashqai, et même une voiture chinoise, le Jaecoo 7.

Ce rival du Dacia Bigster, vendu par le groupe Chery, se retrouve en effet sixième en partant de la fin. 30 % des propriétaires affirment avoir rencontré des problèmes. Plus gênant encore, 65 % d'entre eux ont dû attendre plus d'une semaine pour que ces défauts soient résolus et certains ont dû régler des factures parfois importantes. Pourtant, comme beaucoup de ses compatriotes, le constructeur a opté pour une garantie longue durée afin de rassurer ses acheteurs... Une stratégie payante jusqu'ici puisque le Jaecoo 7 a occupé la première place des ventes au Royaume-Uni en septembre pour le deuxième mois consécutif. Mais un bon service après-vente restera nécessaire pour prolonger ce succès sur la durée.

Mots fléchés

Actes		Explosions		Préfecture du Calvados		Pétards		Réunion de deux choses		Paresseux		Vague	
Approfondissement		Très longue période		Deux romains				Jeu ancien		Beaucoup		Allongé	
Une terre de l'antiquité						Crépuscule					Un livre avec des bulles		
Enjoliva						Camarade							
				Simple									
				Axe mécanique									
Canal salé		Tantale			Nombres de molécules						Equidés		Pièce de vaisselle
		Prénom étranger											
					Terre émergée			Période du jurassique		Anthologie			
Pied de deux syllabes										Embryon			
Traîner						Distancée		Grands et étroits					
					Rayée							Titre anglais	
					Durabilité								
Risquât		Amas de neige						Pareillement					
		Confortablement											
				Préfixe privatif			Impôt (initiales)				Id est		
				Classe			Fibres textiles				Nématodes		
Bastide	Pays du Proche-Orient							Regardé	Dieu du foyer domestique	Adresse			
	Libertaire									Devinettes			
												Cité grecque	
Vieux non						Variée							
Préjudice						Paragraphe							
			Tintement lugubre					Monnaie iranienne					Nazi
			Voix méridionales										
Renouveau							Ils préparent le travail						
Éruption à la puberté							Galères royaux						
				Salve				Voie citadine	Parties tendres				
				Un sens									
Hors taxes			Adorées									Sulfate	Évêché normand
Soldat américain			Poèmes lyriques										
		Pour remplacer			Liquide vital					Manillon			
		Courroux			Faisceau lumineux			Résidu de la mouture de blé		Ville du Japon			
Cosmiques									Bière anglaise				
Foyer de cheminée									Petit saint				
				Enzyme				Bien charpentée					
L'Estonie						Figurines							

ACCIDENTS DE LA ROUTE
9 morts et 237 blessés en 24 heures

Neuf personnes sont décédées et 237 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans les wilayas de Tlemcen et de Sétif, avec 2 morts et un blessé chacun, précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêt et de récolte, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 25 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, selon la même source. Concernant les dernières interventions ayant touché les wilayas de Tamanrasset, Illizi, Sidi Bel Abbes, Tlemcen, Tizi Ouzou, Sétif, Mila, Oum El Bouaghi, Constantine, Souk Ahras, Sétif et Guelma, les secours de la Protection civile ont repêché le corps sans vie d'un jeune homme (28 ans) emporté par les eaux de Oued Bousellam dans la Commune de Belaa (Sétif).

APS

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 5 octobre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



OUVERTURE DU NAPEC 2026 AUJOURD'HUI À ORAN
La diversification du mix énergétique
et décarbonation en débat

Par Zahir Radji

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, présidera ce lundi à Oran, l'ouverture de la 14e édition du Salon et de la Conférence sur l'énergie et l'hydrogène pour l'Afrique et le bassin méditerranéen « NAPEC 2026 », a indiqué hier un communiqué du ministère. Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 7 octobre, se tient sous le thème « Vers une nouvelle approche du mix énergétique, de la transition énergétique à l'addition énergétique : tout en garantissant la sécurité énergétique, l'accessibilité et la décarbonation », précise le communiqué. Plus de 450 exposants et plus de 230 intervenants prendront part à cette édition, représentant notamment des compagnies pétrolières et gazières nationales et internationales, des fournisseurs de technologies et de solutions, des entreprises d'ingénierie et de réalisation de projets, ainsi que des établissements et organismes publics, des centres de recherche et des universités, selon la même source. La cérémonie d'ouverture verra la présence de plusieurs responsables et personnalités du secteur de l'énergie, dont la conseillère spéciale de la Présidente de la République de Namibie chargée des affaires pétrolières et gazières et cheffe de l'unité du secteur pétrolier en amont à la Présidence de la République, Cornelia Shilonga, le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, et le secrétaire général de l'Organisation des producteurs africains de pétrole (APPO), Farid Ghazali. Seront également présents l'ambassadeur et chef de la Délégation de l'Union européenne, Diego Miado Pascua, le président-directeur général de Sonatrach, Nouredine Daoudi, le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures

(ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui, et le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, ainsi que plusieurs ambassadeurs, responsables, experts et acteurs du secteur, ajoute le communiqué. Les travaux de cette édition porteront notamment sur les principales problématiques liées à l'avenir des systèmes énergétiques, avec un accent particulier sur la diversification du mix énergétique, la sécurité des approvisionnements, l'accessibilité de l'énergie, la décarbonation et le renforcement des interconnexions énergétiques. Les participants examineront également les perspectives de développement du gaz, de l'hydrogène et des solutions bas carbone, ainsi que les opportunités de développement du secteur algérien des hydrocarbures à travers l'investissement, l'innovation et le recours aux nouvelles technologies. Le programme prévoit, dans ce cadre, des échanges autour de l'amélioration de l'exploitation des champs matures et de l'application des techniques de récupération assistée des hydrocarbures (EOR), en plus du rôle des organismes de régulation dans l'accompagnement de l'investissement, l'accélération de la réalisation des projets et la stabilité des marchés. La conférence abordera, en outre, des questions liées à l'efficacité énergétique, à la réduction des émissions, à la numérisation et à l'intelligence artificielle, ainsi qu'à la modernisation des infrastructures et des réseaux énergétiques. L'intégration des énergies renouvelables et des technologies bas carbone, le renforcement des capacités de production et la résilience du système énergétique figurent également parmi les principaux axes de cette édition, selon le ministère. Les participants s'intéresseront par ailleurs à la promotion des exportations hors hydrocarbures et à la diversifica-

tion de l'économie nationale, à la lumière des expériences internationales en matière d'innovation, d'efficacité énergétique et de réduction des émissions.

Des rencontres pour renforcer les partenariats

En marge du NAPEC 2026, M. Arkab tiendra une série de rencontres avec des responsables et représentants de grandes entreprises nationales et internationales activant dans les secteurs du pétrole et du gaz, ainsi qu'avec des partenaires technologiques. Ces rencontres permettront d'examiner les moyens de renforcer la coopération et l'échange d'expertises, tout en explorant de nouvelles opportunités d'investissement et de partenariat, souligne le communiqué. Le programme prévoit également une visite de la délégation officielle aux différents stands du salon, à la découverte des principaux projets, technologies, innovations et solutions présentés par les entreprises nationales et internationales participantes. A travers cette 14e édition, le NAPEC confirme son positionnement en tant que plateforme professionnelle majeure à l'échelle africaine et méditerranéenne, réunissant décideurs, opérateurs du secteur énergétique, experts et fournisseurs de technologies autour des enjeux liés à l'évolution des systèmes énergétiques. Cette manifestation intervient dans un contexte marqué par la volonté de l'Algérie de consolider son rôle d'acteur énergétique fiable et de plateforme reliant l'Afrique, le bassin méditerranéen et l'Europe, notamment à travers le développement de ses ressources, le renforcement de ses infrastructures et la promotion de l'investissement, de l'innovation et des partenariats.

OPEP+

L'Algérie et six autres pays maintiennent leur niveau de production identique en novembre

L'Algérie et six autres pays de l'Opep+ ont décidé, dimanche, de maintenir leur niveau global de production pour le mois de novembre, à la lumière des évolutions récentes du marché pétrolier international, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures. Cette décision a été prise lors d'une réunion ministérielle, tenue par visioconférence, regroupant les sept pays de l'Opep+, ayant procédé à des ajustements volontaires de leur production, et à laquelle le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a participé, aux

côtés des ministres chargés du pétrole de l'Arabie saoudite, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, d'Oman et de la Russie. En vertu de cette décision, le niveau de production de l'Algérie demeure fixé à 1 007 millions de barils par jour pour le mois de novembre. M. Arkab a également pris part aux travaux de la 68e du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), qui a réuni les représentants de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de l'Irak, du Koweït, du Nigeria, du Venezuela, du Kazakhstan et de la Russie. Les travaux du Comité ont porté sur l'évaluation du niveau de

conformité des pays participant à l'OPEP+ à leurs engagements en matière d'ajustements volontaires de la production au cours des mois de juillet et août 2026. A cette occasion, le Comité a mis en exergue « les efforts déployés par les pays participants pour assurer la mise en œuvre de leurs engagements, réaffirmant que le respect rigoureux et durable des décisions collectives constituent un élément essentiel de la coopération entre les pays participants et contribue à soutenir la stabilité du marché pétrolier international

R.E

La Suisse dévoile son expertise au NAPEC 2026

La Suisse participe au NAPEC Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference 2026, qui se tient du 5 au 7 octobre à Oran, à travers l'Ambassade de Suisse en Algérie et les entreprises suisses Holcim, ABB et SGS. Cette participation est placée sous le signe de la décarbonation industrielle, avec un accent particulier sur l'efficacité énergétique, la réduction des émissions de CO2 et l'accompagnement des industriels dans leur transition vers des modèles plus durables. Dans ce cadre, les trois entreprises présenteront leurs solutions et partageront leurs expériences lors d'un colloque organisé le 5 octobre, consacré aux enjeux de la décarbonation et de l'efficacité énergétique. Cette présence intervient alors que les besoins énergétiques augmentent et que les exigences environnementales se renforcent, ce qui donne une importance accrue aux technologies permettant de réduire l'empreinte carbone de l'industrie. Spécialisée dans l'électrification et l'automatisation, ABB développe en Algérie des solutions destinées à améliorer la gestion et la consommation d'énergie dans les installations industrielles. L'entreprise déploie notamment des compteurs intelligents certifiés MID, des systèmes de gestion centralisée InSite et des variateurs de vitesse, qui permettent aux industriels de mieux contrôler leurs consommations tout en améliorant leur productivité. Ces technologies trouvent des applications dans les infrastructures stratégiques des secteurs gazier, pétrolier et solaire. ABB entend ainsi contribuer à la numérisation des processus industriels et à la réduction des émissions liées à la consommation énergétique. Dans le secteur des matériaux de construction, Holcim El-Djazaïr place pour sa part la décarbonation au cœur de sa stratégie industrielle. L'entreprise poursuit la transformation de son portefeuille de produits et le développement de solutions destinées à accompagner la construction durable. Parmi les produits mis en avant figure le ciment bas carbone « ECOPlanet », tandis que les solutions d'économie circulaire de « Geocycle » permettent de valoriser certains déchets, y compris dangereux, comme ressources alternatives. Cette démarche contribue également à réduire la consommation de gaz naturel dans les processus industriels. Holcim El-Djazaïr ambitionne par ailleurs de porter à 60 % la part du ciment dans son portefeuille à l'horizon 2026, avec une orientation vers des produits à plus forte valeur environnementale. L'entreprise indique enfin poursuivre le déploiement progressif de solutions de réduction et de captage du carbone dans le cadre de la trajectoire Net Zero du groupe. La décarbonation repose aussi sur la mesure, le contrôle et la certification des performances énergétiques et environnementales. C'est sur ce volet que SGS Algérie entend renforcer son rôle auprès des entreprises industrielles. L'entreprise accompagne notamment les organisations dans la certification de leurs systèmes de management de l'énergie selon la norme ISO 50001, une démarche qui permet aux industriels de suivre leur consommation, d'identifier les sources d'amélioration et de mettre en place une amélioration continue de leur performance énergétique. SGS intervient également dans les audits environnementaux, la conformité réglementaire et l'inspection des installations critiques. Son expertise vise ainsi à accompagner les efforts de décarbonation tout en veillant au respect des standards internationaux en matière de qualité et de sécurité.

S. R.